

**JUSTICE**

Maroc: goulot judiciaire autour du DG de la Samir

P. 2

**NEWS**

L'édito de Blaise AHOUANTCHEDE  
DG du GIM-UEMOA

P.10

**POLITIQUE**

Entretien exclusif avec Domingos Simoes EREIRA

P.11

**CHRONIQUE**

De Dakar à Ouagadougou, la mort de la Françafrique ?

P. 24

## Le ministre des Finances de l'année



### Romuald Wadagni

Romuald Wadagni aura marqué l'année par ses réformes courageuses. Ministre de l'Economie et des Finances du Bénin depuis avril 2016 et président du Conseil des ministres de l'UEMOA, il a réussi le défi de la gestion de la masse salariale et de l'assainissement des finances publiques suite aux dettes contractées par le régime précédent. En tant qu'argentier du Bénin, il a bouclé récemment un emprunt de 260 millions d'euros sur les marchés internationaux, une première pour le pays.

Pages 12

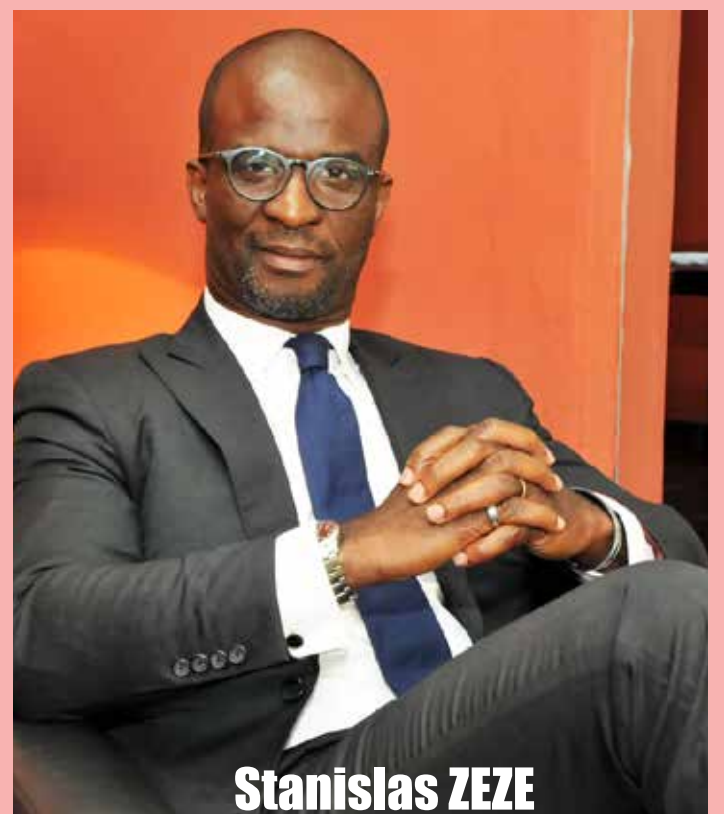
# Les 100 qui transforment l'Afrique

Pages 11-23

## Le Financier de année

Stanislas ZEZE est le PDG de Bloomfield Investment Corporation dont le siège est basé en Côte d'Ivoire avec des représentations au Cameroun et au Rwanda. Après des études de Droit des Affaires en France, il intègre l'Institut de Sciences Politiques et Economiques de Eastern Michigan où il obtient un Diplôme en Economie. Il est ensuite admis à la prestigieuse école d'Administration et de Gestion de University of Michigan d'où il sort avec un Master of Public Administration (MPA). Au cours de sa carrière, Stanislas ZEZE a occupé successivement les postes de Directeur des Risques à la National Bank of Detroit et de Senior Control & Country Risk Analyst à la Banque mondiale à Washington. Le prix financier de l'année est accordé à Stanislas Zézé en reconnaissance de son engagement depuis dix ans dans la promotion de la transparence financière comme fondement du marché financier régional.

Pages 13



Stanislas ZEZE



**APPEL À CANDIDATURES**

**DEVENEZ NOTRE PARTENAIRE  
ET BOOSTEZ VOTRE START-UP !**

**BANQUE POPULAIRE**  
FAITE POUR VOUS



Soumettez votre candidature, jusqu'au 23 décembre 2018, sur :  
[www.bcpfintech.com](http://www.bcpfintech.com) ou





## Macky Sall lance la phase 2 du Plan Sénégal Emergent

Evoluant à un rythme soutenu de 6% de croissance par an depuis 2014, le Sénégal a pratiquement achevé la première phase de son programme émergence. Pour le président Macky Sall et son équipe, le temps de lancer la seconde phase du PSE a sonné. Ce sera à Paris, les 17 et 18 décembre 2018 à l'occasion d'un Groupe Consultatif entre les décideurs publics du pays, les membres du secteur privé (notamment, le Club des Investisseurs du Sénégal et le Conseil national du patronat), les bailleurs et les partenaires du développement. Un véritable test de la signature du Sénégal.



Macky Sall

## DSK cultive le Parnasse africain

Non, l'ex- patron du FMI ne s'est pas converti en poète. Loin s'en faut, DSK a monté une PME, Parnasse International, bénéficiaire nette de 5,2 millions d'euros en 2017 selon les déclarations faites au registre du commerce marocain. D'après l'hebdomadaire français «Challenge», le socialiste a engrangé 3,6 millions d'euros en 2016 à travers sa société de conseil qui a été active en Afrique de l'Ouest et du Centre. L'ex ministre Français de l'économie et des finances réside à Marrakech dans un somptueux Riyad très fréquenté par ses clients africains. Conseiller du Togo et du Congo sur des dossiers liés notamment au FMI, DSK compte aussi quelques prestigieux clients privés dans son portefeuille.



Dominique Strauss-Kahn

## Pourquoi HSBC et UBS ont quitté le Nigeria

La grosse amende de 8,1 milliards de dollars imposée à l'opérateur MTN en août dernier aurait-elle érodé la confiance des investisseurs envers le Nigeria? C'est ce qui transparaît dans les départs conjoints de HSBC et UBS. Ces deux institutions ont quitté le pays en novembre dernier sur la pointe des pieds sans explication, laissant le champ libre aux spéculations et rumeurs.

Suite au retrait des deux poids lourds, le Nigeria ne compte plus que 8 banques étrangères. Dans une note datant de juillet dernier publiée en même temps qu'un rapport analogue de The Economist, HSBC avait déclaré qu'un second mandat du président Muhammadu Buhari (donné perdant par la banque) poursuivrait la stagnation économique du pays. Une prévision qui a fortement irrité Alhaji Lai Muhammed, ministre de l'Information et de la Culture: «Notre lutte contre la corruption a empêché de nombreuses institutions financières, en particulier des banques, de se nourrir avec le produit de la corruption». Plus explicite encore, le porte-parole de la présidence, Malam Garba Shehu, accuse HSBC de corruption: «Une banque souillée avec le pillage des millions de dollars encore non récupérés du clan Abacha et qui travaillait encore il y a quelques mois à protéger les fonds volés de l'un des dirigeants du Sénat nigérian n'a aucune leçon de morale à donner». Voilà ce qui a le mérite d'être clair.

## Maroc: goulot judiciaire autour du DG de la Samir

La faillite de la Samir, premier raffineur marocain, s'étend aux biens de certains administrateurs et, notamment, à ceux du DG, Jamal Bâ Amer, bras droit de l'actionnaire majoritaire, le milliardaire saoudien Hussein Al Amoudi, lui-même concerné par la procédure. Le tribunal de commerce de Casablanca a retenu la faute de gestion contre l'ex-DG et d'autres membres du conseil d'administration, notamment le PDG. Dans le cadre de cette procédure, le tribunal de commerce de Casablanca a mis en vente aux enchères une villa du DG, sise à Rabat et valant 16 millions de dirhams, soit 1,6 millions d'euros. La vente était programmée le 6 décembre 2018 au tribunal de première instance de Rabat. Jamal Baâmer a été également sanctionné d'une déchéance commerciale d'une durée de 5 ans.

## Assurance: le régulateur nigérian annule le relèvement du capital minimum

La NAICOM, la Commission nigériane des assurances, vient d'annuler avec effet immédiat le relèvement du capital minimum des compagnies d'assurance vie, non vie et mixtes. La décision envoyée à tous les acteurs par une circulaire du 23 novembre 2018 portant la signature du directeur «Politique et réglementation» de la commission, Alhaji Mohammed Kari, stipule que, «Conformément aux pouvoirs conférés par les lois habilitantes, la Commission retire et annule la circulaire\* du 27 août 2018 intitulée «Politique de capital de solvabilité basée sur les niveaux» pour les sociétés d'assurance au Nigeria. Ce retrait et cette annulation prennent effet immédiatement». En août dernier, le régulateur nigérian avait annoncé une augmentation du capital minimum des compagnies d'assurances vie, non-vie et composites de respectivement 2 milliards de nairas (soit 5,6 millions d'euros), 3 milliards de nairas (8,4 millions d'euros) et 5 milliards de nairas (14 millions d'euros), à 6 milliards de nairas (16,8 millions d'euros), 9 milliards de nairas (25,2 millions d'euros) et 15 milliards de nairas (42 millions d'euros).

## Ecobank boucle un emprunt syndiqué de 200 millions de dollars

Ecobank est de nouveau sur le marché de la dette. C'est le signe d'un besoin toujours pressant de fonds pour financer un plan de développement ambitieux sur 36 pays africains et des charges d'exploitations toujours élevées en dépit des efforts consentis depuis trois ans sous la houlette du CEO nigérian, Ade Ayeyemi. La bonne nouvelle est que le marché accorde toujours du crédit à la signature de la banque. Ainsi, le prêt a été sursouscrit pour un montant de 268,5 millions USD, Ecobank faisant passer le mandat d'arrangeur de Deutsche Bank de 150 millions USD à 200 millions USD. Ce financement vient en appui de l'objectif d'ETI de maintenir une base de financement diversifiée et un accès solide au marché.



## Togo: la BTICI et l'UTB seront privatisées séparément

La privatisation de la Banque Togolaise pour le Commerce et l'Industrie (BTICI) et de l'Union Togolaise de Banque (UTB) ainsi que du Groupe Togocom figurent dans un projet de loi sur leur privatisation, présenté le 15 novembre 2018 aux députés par le ministre de l'Economie et des Finances, Sani Yaya. S'agissant des deux banques publiques (UTB et BTICI), le processus de leur privatisation, entamé en 2008 et soutenu par la Banque mondiale, a abouti à la reprise de la Banque Togolaise de Développement (BTD) et de la Banque Interafricaine pour le Togo (BIA-T) respectivement par le Groupe Orabank en 2012 et le Groupe Attijari en 2013. « Dans sa volonté de préserver la stabilité financière et convaincu du rôle moteur que joue le secteur privé dans le développement, le Gouvernement, en accord avec les partenaires au développement notamment le Fonds Monétaire International (FMI), a finalement décidé de procéder à la privatisation des deux banques (UTB et BTICI) individuellement, faisant ainsi l'économie d'une fusion préalable», a dit le ministre.

## Tchad-Israël: Idriss Déby dans les sables mouvants de la diplomatie sécuritaro-économique

La visite du président Idriss Déby du Tchad en Israël, le 25 novembre 2018, une première depuis 1972, s'inscrit dans un processus de virage à 180 degrés de la diplomatie de ce pays sahélien, siphonné par les charges d'une dette de 1,2 milliard de dollars contractée auprès du trader Glencore, détenu en partie par le fonds souverain Qatar Investment Authority. Secoué par de graves problèmes budgétaires et sous la constante menace d'une rébellion rampante sur ses flancs Nord, Ndjamen cherche la planche du salut de l'autre côté du Jourdain. Pour rappel, Idriss Déby avait d'abord rompu publiquement ses relations diplomatiques avec le Qatar en août 2017 sous le prétexte que le petit émirat du Golfe avait offert le couvert et le logis à Timane Erdimi, son neveu qui y a trouvé refuge depuis 2009. Le Tchad avait fermé l'ambassade du Tchad et pris part avec armes et bagages à la coalition sunnite «Tempête décisive» formée par l'Arabie Saoudite et appuyée par les Emirats Arabes Unis et l'Egypte dans le but de déloger les rebelles houthistes tombeurs du président Hadi (sunnite) du Yémen en 2015. Plus de deux ans plus tard, l'homme fort du Tchad, sans doute las des promesses d'investissements des émiratis et saoudiens, renouait de nouveau avec le Qatar, pays connu pour ses accointances avec les groupuscules islamistes et, notamment, avec le Hamas.

# Financial Afrik

Directeur général  
**Dia El Haj Ibrahima, Nouakchott**

Directeur de publication  
**Adama Wade**  
adama.wade@financialafrik.com

Conseiller éditorial  
**Benoît Ngom, Dakar**

Rédacteur en chef  
**Messanh Ledy, Lomé**

Chef économiste  
**Francis Konan, New York**

Rédaction  
**Daniel Djagoué, Paris, Lomé, Cotonou**  
**Messanh Ledy, Lomé**  
**Antoine Lawson, Libreville**  
**Amadou Seck, Nouakchott**  
**Jacques Léroneil, Kigali**  
**Albert Savana, Abidjan**  
**Jean-Mermoz Konandi, Abidjan**  
**Amadjiguène Ndoeye, Dakar**  
**Adama Wade, Dakar et Casablanca**  
**Ibrahima Dia, Dakar**

Chroniqueurs  
**Maria Nadolu, Bucarest**  
**Pierre Delval, Paris**

Ambassadeur itinérant  
**Balla Moussa Keita**

Représentant à Bruxelles  
**Mpany M'pongo Boli**  
Tel: +32 485 133 796  
mpongoboli@yahoo.fr

Représentation Maroc  
**Ibrahima Thiam**  
it@regionordsud.com

Représentation Togo-Bénin  
**Daniel Djagoué**

Annonces, publicité et abonnement  
**Ariane Adissa, Dakar**  
**Abou Ba, Nouakchott**  
**Abibata Diallo, Dakar**

Technique  
Conception & Réalisation  
**Diye Sarr**  
Webmaster  
**Foulah Baldé**

Distribution  
Prestalis, France  
Sénégal, Mauritanie, Tunisie, Mali, Côte d'Ivoire,  
Maroc, Gabon, Bénin, Togo, Brazzaville, Ethiopie

Dossier de presse  
2013/99  
Impression: Imprimerie Tunis Cathage

FinancialAfrik est édité par l'agence 3MC.com  
(Nouakchott) et Intermedia SARL (Dakar)  
contacts: redaction@financialafrik.com



# Énergie solaire, l'anticipation stratégique de la BOAD

Au terme de deux jours d'échanges stratégiques et techniques sur "l'énergie solaire, ses enjeux et perspectives", les 14 et 15 novembre à Lomé, en présence du président Alassane Ouattara de Côte d'Ivoire, du premier ministre du Togo, Komi Selom Klassou, du président de la Commission de l'Union économique et monétaire ouest africaine (UEMOA), Abdallah BOUREIMA et de divers acteurs institutionnels, la voie à suivre semble claire pour la BOAD.

La Banque Ouest Africaine de Développement, qui célébrait ses 45 ans à Lomé, capitale du Togo, mise sur l'énergie solaire comme facteur accélérateur d'inclusion et de développement. «Il ne s'agit pas d'un changement de cap», a d'emblée précisé **Christian Adovelande**, le président de l'institution. La Banque, a-t-il expliqué, reste sur ses positions de principe selon lesquelles l'investissement dans les infrastructures de qualité est le socle de la production économique et du développement.

Cette orientation de la BOAD transcende dans l'encours des 5 293,5 milliards de Franc CFA déboursés sur ces 45 dernières années dans 1 137 projets relatifs à la construction des routes, des ponts, des échangeurs, des centrales énergétiques et des projets d'adjudication de l'eau potable et l'Agriculture.

Depuis le démarrage de ses activités, la BOAD a drainé 15 130 milliards de Franc CFA vers la région, par effet de levier. Le président Alassane Ouattara rappellera à juste titre l'apport décisif de la Banque lors de la construction du pont Henri Konan Bédié à Abidjan. Le premier ministre du Togo, Komi Sélom Klassou, insistera, quant à lui, sur la célérité dans le traitement des dossiers. "Moins de huit mois entre la réception du projet de financement, son déblocage et le démarrage effectif".

Cette célérité doublée de la maîtrise des ratios prudentiels (la banque est notée «Baa1» par Moody's et «BBB» par Fitch Ratings) et de la bonne gouvernance sont l'ADN de la BOAD. Grâce à cette gestion rigoureuse et aux bonnes appréciations des agences de notation internationale, la banque basée à Lomé a réalisé dernièrement avec succès deux levées de fonds sur le marché financier international pour un montant cumulé de 1 600 millions de dollars, soit environ 900 milliards de Franc CFA.

## Une anticipation gagnante sur le solaire et les énergies renouvelables en général

La BOAD a su très vite anticiper le tournant des énergies renouvelables et du solaire en particulier pour devenir l'une des toutes premières institutions africaines à se faire agréer par le Fonds Vert pour le Climat (FVC) et, également,



le Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM) et le fonds d'Adaptation (FA) des Nations Unies. "La Banque, rappelle M. Adovelande, a intégré dès 2003 les questions environnementales et sociales dans ses opérations, se donnant pour vision d'oeuvrer à l'horizon 2020 pour des ressources naturelles gérées au profit d'un développement propre et résilient aux effets des changements climatiques dans les Etats membres".

La BOAD s'est ainsi inscrite dans les orientations définies lors du sommet de Rio de 2012 sur le développement durable, en adoptant, en 2014, une Stratégie Environnement et Climat 2015-2019 dont les grandes lignes reposent essentiellement sur trois axes, à savoir:

- Le renforcement des capacités des unités opérationnelles.

- Le développement des outils et des mécanismes efficaces de financement et de mobilisation des ressources.

- Le renforcement du leadership de la BOAD dans la région sur ces questions.

En plus des accréditations dans les principaux mécanismes de finance climat, la BOAD occupe un siège d'observateur à la Convention cadre des Nations Unies sur le changement climatique (CCNUCC) depuis 2009. De plus, la Banque abrite en son sein un Centre régional de collaboration (CRC) mis en place en partenariat avec le CCNUCC. Ce centre qui compte parmi les cinq existants dans le monde soutient l'action climatique à travers le renforcement des capacités, l'aide technique et le réseautage stratégique.

## Mobilisation des financements

L'objectif de la Banque est de faire de l'environnement un nouveau pôle de croissance pour ses actions. Au vu

du potentiel des Etats de l'UEMOA et des disponibilités des mécanismes de financement, «ce ne sont pas tant les fonds qui manquent que les projets à financer», relève Christian Adovelande, rappelant que la banque envisage de porter la mobilisation de ressources climat à 50 milliards de FCFA par an d'ici 2021.

Sur les cinq dernières années, la Banque a apporté des concours de 196 milliards de Franc CFA en faveur des projets solaires. La zone UEMOA qui présente un taux moyen d'ensoleillement de 5 à 10 heures par jour dispose de tous les atouts pour attirer les financements des fonds internationaux destinés aux énergies renouvelables.

Les États de l'UEMOA ont défini pour la plupart d'entre eux des projets de mix énergétique orientés vers le solaire mais doivent encore, selon les experts présents lors du forum, faire des efforts dans l'harmonisation de leurs cadres législatifs en matière de finance climat. "La mobilisation des financements passera par un cadre incitatif et par la capacité à mobiliser des ressources concessionnelles", rappelle **Seyni Nafo**, Ambassadeur, Conseiller Spécial du Président du Mali et porte-parole du groupe Afrique lors des dernières COP.

L'atout du solaire repose dans la baisse notable du coût du KWH sur les quatre dernières décennies, insiste pour sa part **Philippe MALBRANCHE**, DG de l'Institut Nat. Energie Solaire de France. «L'atout du solaire c'est son prix qui a baissé en quatre décennies, avec des niveaux de 2 à 3 centimes d'euros le KWH dans les pays ensoleillés». Et d'attirer l'attention de l'auditoire sur la sensibilité de ce coût du KWH solaire par rapport aux coûts d'accès au capital.

C'est dire que la lenteur des procédures des appels d'offres, le temps de

développement du projet et les risques réglementaires entrent en ligne de compte dans la détermination du coût du capital et, in fine, la compétitivité de l'énergie solaire. A l'avenir, les coûts vont continuer à baisser en amont rendant le solaire encore plus accessible même s'il demeure que, dans l'état actuel de la technologie, le passage du lissage au stockage comporte des zones d'incertitudes.

## BOAD, au service du développement

La Banque Ouest-Africaine de Développement est l'institution commune de financement de développement des Etats de l'Union Monétaire Ouest-Africaine (UEMOA). La banque a été créée par accord signé le 14 novembre 1973 et est devenue opérationnelle en 1976. L'objet de la BOAD aux termes de l'Article 2 des statuts est "de promouvoir le développement équilibré des Etats membres et de réaliser l'intégration économique de l'Afrique de l'Ouest", en finançant des projets prioritaires de développement.



68, Avenue de la Libération - BP 1172 Lomé TOGO

Tél.: +228 22 21 59 06 / +228 22 21 42 44

E-mail : [boadsiege@boad.org](mailto:boadsiege@boad.org) / [infos@boad.org](mailto:infos@boad.org)

Website : [www.boad.org](http://www.boad.org)



# A contre-jour

## Les 100...

**L**es réussites africaines que nous célébrons chaque année à pareil moment constituent pour chacun d'entre nous une boussole dans l'Océan des possibles qu'est l'Afrique. Le choix basé sur l'impact intellectuel, social et économique des sélectionnés, indépendamment de leurs nationalités et sexes, fait la part belle à leur capacité de créer des emplois et de changer leur monde. Il y a certes une part de subjectivité mais que nous assumons entièrement, étant entendu que tous ces acteurs, issus d'horizons différents, n'évoluent pas dans le même secteur et n'ont pas la même histoire. Le point commun de ces personnalités réside dans le caractère régional de leurs activités, leurs défis communs liés à un environnement des affaires encore en construction, à une fiscalité non harmonisée, y compris dans une grande zone comme la CEDEAO, et à une sécurité juridique perfectible.

La plupart des 100 sont des capitaines qui ont construit leurs entreprises brique par brique et qui sont aujourd'hui au carrefour des choix, entre l'indépendance et l'alliance stratégique. Les prochaines années seront sans doute riches en opération de transmission. Dans ce contexte, le capital investissement jouera un

### Le développement d'un secteur privé fort a besoin d'un Etat fort.

rôle de catalyseur pour consolider les vieilles entités familiales mais aussi pour permettre aux startup de passer à l'étape industrielle.

Il n'en demeure pas moins que le développement d'un secteur privé fort ne pourrait devenir une réalité que dans le cadre d'un Etat ou, plutôt, des communautés économiques stratégiques et bienveillantes. Dans ce cadre, la désignation du ministre des Finances de l'année en la personne de Romuald Wadagni exprime clairement un plébiscite des privés africains de voir s'accélérer des réformes essentielles pour l'environnement des affaires.

La désignation du financier de l'année, elle, répond à la volonté de mettre en exergue une personnalité qui se serait distinguée dans son domaine. Après le gabonais Cédric Mbeng, couronné l'année dernière pour ses travaux sur la nécessaire mobilisation des Finances domestiques, le choix s'est porté cette année sur Stanislas Zézé, PDG de Bloomfield, l'une des deux premières



Par Adama Wade

agences de notation agréées en zone UEMOA.

L'apport de la notation et de l'information financière dans le bon sens du marché financier relève de l'évidence. En se lançant dans la notation au niveau local, Bloomfield a brisé un monopole, une chasse gardée des agences internationales. De même, l'agence permet de fluidifier l'information entre les émetteurs et les investisseurs et, partant, de participer à l'amélioration de la confiance entre acteurs. Car, s'il est un carburant plus précieux que le pétrole dans le monde de la finance et dans les questions de la monnaie et de la banque, c'est bien la confiance.

## Marchés

# L'année de l'assurance

**Le front des fusions acquisitions dans le secteur de l'assurance a été animé en 2018 alors que de nombreuses questions demeurent sur les niveaux réels des réserves techniques, la qualité des fonds propres, la réalité des immobilisations dans le bilan, la capacité des fintech à redonner un nouveau souffle à une activité en disruption, la fiabilité des systèmes d'informations et la menace, réelle, sur les données des assurés. C'est clair, le passage des compagnies d'assurance du mode ancien vers l'univers des Big Data ne sera pas de tout repos, au bonheur, certainement, des cabinets de consulting.**

Dans ce climat anxieux de transition, le mariage Sanlam-Saham sonne comme une bonne nouvelle, libératrice des énergies. Accueillie avec euphorie par la presse sud-africaine, marocaine et internationale, ce méga-deal a finalement obtenu les feux verts des régulateurs du secteur et des gendarmes des marchés financiers.

Le défi posé était à la fois politique, financier et culturel pour le géant sud-africain. Au terme d'une opération évaluée à plus de 1 milliard de dollars, quelques 35 compagnies d'assurance opérant en Afrique et au Moyen-Orient tombent dans l'escarcelle du géant sud-africain, lui aussi fort de 45 entités. Le mamouth est désormais présent dans 50 pays dont 39 africains. Les filiales de l'Afrique francophone seront toujours rattachées au Maroc lui-même rattaché à un état major situé à Cap Town. Cotée à la Bourse de Johannesburg (JSE), Sanlam, fondée en 1918, compte une capitalisation boursière de 16 milliards de dollars.

Le montant de la transaction a occulté d'autres opérations qui ont eu lieu durant l'année 2018. Ainsi, Allianz envisage de céder ses cinq filiales en

Afrique subsaharienne au groupe Sunu. L'information encore non officielle confirmerait certains analystes qui estiment que le relèvement du capital minimum en zone CIMA entraînerait le retrait des grands noms sur les petits marchés. Pourtant, les grands marchés, présentés comme le graal ne sont pas de tout repos. Le Nigeria, «la Chine de l'Afrique», continue d'attirer de grands noms mais devra honorer les espoirs dans un marché attractif mais où les repreneurs ne sont jamais à l'abri des fameux cadavres dans les placards.

Sur le front des demandes d'agrément, le groupe Activa, présent dans quatre pays, prospecterait en RDC. Quant à la Saar de l'emblématique Paul Fokam, elle est sous surveillance des autorités de la CIMA au Cameroun et en posture délicate au Sénégal. L'entreprise est arrivée à une phase clé de croissance où le partenariat s'avère nécessaire pour ne pas se faire distancer.

### Technologie et fintech

Aux acquisitions et aux demandes d'agréments mobilisatrices de ressources financières et humaines,

certaines compagnies préfèrent les améliorations qualitatives du service client et l'investissement dans les technologies. C'est le cas du marocain RMA passé au tout digital. La plateforme de gestion des sinistres automobile «Allo RMA», permettant d'indemniser l'assuré sur la base d'une expertise à distance à travers des photos collectées sur le lieu du sinistre et de proposer une offre d'indemnisation soumise à l'assuré immédiatement, devrait certainement, en attendant les retours d'expérience, améliorer le taux de paiement des sinistres.

Il est clair que des bouleversements sont attendus dans le secteur de la distribution. Les nouveaux acteurs arrivent, bousculant les anciens. Si Gras Savoye a accéléré sa mutation pour une cession prochaine et changement de rebranding, Ascoma, elle, reste de marbre au risque de se faire surprendre. Après l'étape de la Côte d'Ivoire et du Sénégal, Baloon, le leader du courtage d'assurance digital, poursuit son expansion en Afrique avec l'ouverture d'une filiale, effective depuis le 20 septembre 2018 à Douala, la capitale économique du Cameroun.

Chez les réassureurs, l'année se déroule sous le signe des augmentations de capital pour pouvoir profiter des bienfaits de l'article 308 interdisant la cession des risques à l'étranger, en dehors de l'aviation et du pétrole. Africa Ré a cédé 8% de son capital à Allianz alors que la compagnie Aveni Ré, premier réassureur privé africain, a cédé une partie de son capital à Saham et à des opérateurs privés. Pour sa part, le réassureur de la CIMA, Cica Ré, dirigé par Jean Baptiste Kouamé s'est installé en Tunisie pour profiter du dynamisme et de l'esprit d'innovation de l'économie tunisienne». Faisant le chemin inverse, la Société marocaine centrale de réassurance (SCR) a obtenu l'agrément de la Commission régionale de contrôle des assurances (CRCA) pour accéder à l'ensemble des marchés de la zone CIMA. La Société commerciale gabonaise de réassurance (SCG-RE); nouvellement agréée dans la zone CIMA, poursuit, elle, sa rapide progression alors que son illustre devancière, la sénégalaise Sen Ré, marque son territoire, un oeil sur le pétrole et le gaz nouvellement découvert au large du pays.



# ENGAGÉS POUR UNE AFRIQUE SOLIDAIRE

AGRICULTURE ÉQUITABLE

TRANSFERT DE CONNAISSANCES

ACCÈS AUX FINANCEMENTS INTERNATIONAUX



GROUPE CREDIT AGRICOLE DU MAROC

UN ENGAGEMENT DURABLE

[www.creditagricole.ma](http://www.creditagricole.ma)  
[www.fellah-trade.com](http://www.fellah-trade.com)

## Sunu Assurance, 20 ans et une volonté d'indépendance intacte



**Pathé Dione, PDG de Sunu**

arrêtées par le géant français au terme de cette opération stratégique accordaient la part belle aux pays développés (Europe, Amérique) et à l'Asie. L'Afrique n'était pas jugée intéressante sur la partie assurance-vie. Alors directeur Afrique de l'UAP, Pathé Dione prend son courage à deux mains et part frapper à la porte de Claude Bébear. Le PDG d'Axa l'éconduira par trois fois avant d'accepter l'idée de l'assureur sénégalais. «Fais moi la liste des sociétés qui t'intéressent !». Pathé Dione qui n'avait pas "un sou en poche" venait de frapper un grand coup. La compagnie Sunu était née grâce, il faut le dire, à l'audace de son fondateur et à une convention avec Axa. Parti avec cinq compagnies\* et un crédit de 300 millions de Franc CFA, le groupe a franchi bien des étapes en vingt ans. Au terme de l'exercice 2018, le chiffre d'affaires devrait s'établir à 163 milliards de Franc CFA et 400 milliards de FCFA sous gestion. «Si l'on m'avait dit il y a vingt ans que j'en serais là aujourd'hui, je n'y croirais pas», a déclaré Pathé Dione lors de la soirée d'anniversaire avec l'émotion de l'inventeur qui voit la matérialisation de l'œuvre longtemps imaginée. Le groupe fonde sa raison d'exister dans le panafricanisme. «Tous nos actifs sous gestion sont investis en Afrique dans les limites du code de la Conférence inter Africaine des marchés de l'assurance (CIMA)». Et Pathé Dione de renchérir, fidèle à sa vision d'un secteur privé africain fort et participant à l'effort du développement. «Pas un seul sou n'est investi en dehors de l'Afrique. Nous souscrivons à toutes les obligations de nos Etats». Le fondateur de Sunu a réaffirmé la volonté de son groupe de rester indépendant tout en restant ouvert à des partenariats de qualité.

L'assureur Sunu vient de souffler ses 20 bougies. C'était le 1er décembre 2018 à Dakar en marge d'une cérémonie haut en couleurs marquée par la présence des délégations représentant les 24 filiales venues des 15 pays africains où le groupe est implanté. Les partenaires stratégiques étaient aussi de la partie. Le choix du Sénégal pour ce jubilé n'est pas anodin. C'est dans ce pays où tout est parti en 1999 avec la reprise de CSAR-Vie, devenue Union des Assurances du Sénégal Vie (UASEN-Vie), évoluant aujourd'hui sous le label Sunu à l'instar de l'ensemble des filiales du groupe. Mais le vrai point de départ de cette improbable saga a commencé quelques mois plutôt à Paris au sein de l'état-major du groupe Axa, qui venait alors d'achever sa fusion avec le groupe UAP International. Les projections de développement

### Nigéria : la licence de Diamond Bank rétrogradée d'internationale à nationale

La Diamond Bank ne peut désormais exercer ses activités qu'au Nigéria en tant que banque nationale. L'institution a été notifiée de la décision par la Banque centrale du Nigéria (CBN). La mesure fait suite à la décision de Diamond Bank de céder ses activités internationales, notamment sa filiale ouest-africaine en 2017 et Diamond Bank UK (DB UK Plc), dont la vente est actuellement au stade final. A noter que le changement de statut permet à la banque de maintenir un capital minimum requis de 10% des engagements contre 15% pour les banques internationales. Le PDG de Diamond Bank, Uzoma Dozie, a déclaré que la mesure «permet à la banque de déployer davantage de capital pour une croissance plus forte au cours des prochains trimestres, grâce à des investissements supplémentaires dans les plates-formes technologiques et à l'expansion des prêts aux secteurs critiques de l'économie». «En concentrant et en optimisant nos ressources sur le Nigéria et sur le secteur prioritaire de la banque de détail, nous serons mieux positionnés pour une croissance à long terme et une rentabilité accrue», a-t-il déclaré. Pour le top management de Diamond Bank, le renouvellement de la licence en tant que banque nationale s'inscrit dans le cadre de la rationalisation de ses opérations afin de concentrer les ressources sur les opportunités significatives sur le marché nigérian. Aussi, la banque affiche son intention de rembourser intégralement l'emprunt en euro-obligation de 200 millions de dollars à échéance mai 2019.

### Le pétrole sous 60 dollars : coup dur pour la CEMAC, le Nigeria et l'Angola



Le baril de Brent de mer du Nord est passé sous les 60 dollars fin novembre. Une première depuis octobre 2017, qui fait craindre des répercussions prochaines sur les économies des pays exportateurs. En Afrique, la Zone CEMAC (Gabon, Guinée Equatoriale, Cameroun, Congo, Centrafrique et Tchad), le Nigeria et l'Angola, trop dépendants de l'or noir, doivent réajuster leurs hypothèses de budget et de croissance contenues dans leurs lois de finance. Selon les observateurs, la tendance baissière du pétrole risque de persister. Les pays exportateurs africains à l'instar du Congo avaient misé sur un baril de pétrole moyen à 70 dollars en 2019. Brazzaville qui prévoit un budget en hausse de 44% devrait impérativement revoir sa copie. D'autres pays à l'instar du Gabon et du Tchad, en programme avec le FMI, comptaient sur le rebond du pétrole pour reconstituer leurs réserves de change.

La surabondance de l'offre par rapport à la demande est prévue durer tout au long de l'année 2019. L'Agence internationale de l'Energie (AIE) a annoncé la semaine dernière que l'offre mondiale de pétrole dépasserait la demande tout au long de 2019, sur fond d'augmentation de la production alors que la consommation est menacée par le ralentissement de l'économie. Pour rééquilibrer l'offre, qui augmente plus rapidement que la demande, l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) devait annoncer une baisse de sa production à l'issue de la réunion ministérielle prévue le 6 décembre. En attendant, au 1er décembre, le contrat de janvier sur le brut léger américain (West Texas Intermediate, WTI) a perdu 4,21 dollars, soit 7,71%, à 50,42 dollars le baril. Le Brent de même échéance a perdu 3,80 dollars, soit 6,07%, à 58,80 dollars le baril.

## Le Gabon lance la rationalisation de ses établissements publics

Le Gabon vient d'adopter une série de mesures conformes aux recommandations de la task force sur le redressement des finances publiques. C'est l'une des décisions importantes prises lors du conseil des ministres du 16 novembre 2018. Présidé par le Vice-président, Pierre-Claver Maganga Moussavou, le conseil des ministres a mis en branle les recommandations de la Task Force. Ce groupe de travail qui s'était réuni pendant un mois, tout au long de mai 2018, avait sorti une feuille de route sur les réformes nécessaires afin de rétablir l'équilibre des finances publiques à l'horizon 2020. La note sortie depuis juin 2018 part d'un diagnostic plutôt alarmant d'une fonction publique qui absorbe 59% du Budget de l'Etat là où la Banque des États de l'Afrique Centrale (BEAC) fixe un plafond limité à 35%. Souvent budgétivores, ces agences avaient tendance aux chevauchements de compétences et, pour certaines, étaient vides et sans perspectives de viabilité. A cela s'ajoute la faiblesse de la gouvernance, cause des dérapages dans la gestion. Un conseil interministériel s'était penché sur les recommandations de la task force qui ont été adoptées par la suite en conseil des ministres. Cette démarche participative a été ensuite endossée par le Secrétariat Général du Gouvernement en charge de la mise en œuvre. Pour redresser la barre, des mesures immédiates ont été prises le 16 novembre 2018 en conseil des ministres. Ainsi, la majorité des Etablissements publics personnalisés (EPP), soit 60%, connaissent des modifications urgentes. Sur les 115 établissements à caractère personnel (EPP) diagnostiqués, 70 sont modifiés par des décisions de suppression, de fusion ou de changement des activités et des périmètres d'action. Concrètement, 15 EPP ont été supprimés. Il s'agit pour la plupart d'agences sans organisation optimale et sans perspectives. Au chapitre des fusions, le secteur de l'habitat voit la Société nationale immobilière (SNI) absorber la Société nationale des logements sociaux (SNLS). Les

deux agences avaient des missions quasi-similaires. Dans la même veine, l'Agence de collecte et de commercialisation des produits agricoles, qui a des prérogatives similaires à l'Agence de développement agricole (ADAG), voit ses missions déléguées à cette dernière. Dans le domaine du Sport, la Commission nationale d'organisation et de gestion des événements et manifestations à caractère national et international, le FNDS et l'ANAGEISC, qui ont des prérogatives complémentaires, voient leurs missions déléguées à l'Office national du sport.

#### Des économies à la clé

Par ailleurs, 11 agences connaissent des changements de périmètre. Les EPP reformés sont rattachés à 7 ministères qui cumulent de nombreuses tutelles: Agriculture, Pêche et Mer, Eaux, Forêts et Environnement, Eau et Energie, Sport, Culture et Tourisme, Urbanisme et Economie. Ces décisions du Conseil des ministres excluent les réformes d'EPP dans les secteurs de la Santé et de l'Education prévues ultérieurement. A terme, ces réformes permettront de réaliser une économie de l'ordre de 3 milliards fcfp par an. Les ponctions seront réalisées sur les salaires globaux pour les contractuels, les primes liées aux postes de responsabilités pour les fonctionnaires affectés, les frais de fonctionnement (missions), les véhicules, le carburant etc. Une partie des effectifs est composée de fonctionnaires. Ceux-ci seront remis à leur administration d'origine. Quant aux contractuels, ils verront leurs droits liquidés dans les modalités pratiques. Le Gabon poursuit ainsi sur sa lancée qui lui permet aujourd'hui d'obtenir des résultats probants et d'investir dans des mesures prioritaires comme ça a été le cas avec la restructuration de l'éducation qui avait vu un plan ambitieux de rénovations des établissements scolaires.



# Plateforme digitale de services



Acteur leader en Afrique de l'Ouest et accélérateur d'échanges sur le continent, la plateforme digitale Wari interconnecte les pays africains; et l'Afrique au reste du monde avec des solutions innovantes pour les services du quotidien.

## La tribune Cédric Achille MBENG MEZUI

# Activer l'épargne domestique en Afrique

Durant les décennies 1960-1970, les pays africains avaient initié des projets d'envergure dans les infrastructures et les industries en vue de transformer leurs économies. Pour atteindre ces objectifs de modernisation, plusieurs mesures furent utilisées, notamment les subventions directes et indirectes, les investissements publics, les incitations financières et fiscales et les distorsions de prix relatifs. Ces politiques permirent l'essor d'un secteur privé local dans de nombreux pays. L'un des principaux points d'achoppement dans ce processus de transformation des pays africains fut la faible contribution des capitaux domestiques à l'effort d'investissement. En effet, de nombreux pays se sont lancés dans des activités à haute intensité de capital alors que le réservoir d'épargne domestique disponible était insignifiant. Ce défi est encore perceptible à l'entame de ce nouveau siècle.

Il semble que l'articulation des politiques visant la mobilisation des ressources domestiques tend à se limiter à l'augmentation des recettes fiscales en négligeant le développement de l'épargne locale. Et pourtant, c'est l'abondance de l'épargne domestique qui peut permettre d'alléger le fardeau de la fiscalité tout en favorisant de manière soutenable le financement de l'économie réelle. On constate que l'épargne formelle reste très faible dans la plupart de ces pays. Si on considère la base de données de la BAD pour 51 pays, on obtient en moyenne 15%, 14%, 11%, 9,7% et 10,3% entre 2013 et 2017 respectivement pour cet indicateur en pourcentage du PIB. Les autres régions ont des niveaux plus élevés en moyenne, 44,1% pour l'Asie de l'Est et pacifique, 26,5% pour l'Europe et l'Asie centrale, 18,5% pour l'Amérique latine et les Caraïbes selon les données de la Banque Mondiale (2018). On constate que la défaillance des systèmes financiers locaux incite les agents économiques à choisir souvent des circuits financiers non formels pour épargner.

La littérature montre un lien direct entre l'épargne et l'investissement à la croissance économique (Solow, 1956). En effet, une épargne plus abondante conduit à un investissement plus élevé, qui à son tour conduit à une croissance

économique plus élevée. L'idée de base étant qu'un niveau élevé de l'épargne précède la croissance économique et qu'une épargne abondante provoque la croissance économique. Dans le cas de l'Afrique, Ndikumana (2015) et d'autres auteurs montrent que c'est le crédit domestique au secteur privé qui est la source de financement la plus corrélée à la réduction de la pauvreté.

Si on considère les estimations de PWC Asset Management (2016) et de Venture Capital (2015)<sup>1</sup> sur le total des actifs des fonds de pensions, des compagnies d'assurance et des fonds souverains en 2012 étaient respectivement de 300, 200 et 170 milliards d'USD. Les projections pour 2020 donnent respectivement 1 100, 445 et 300 milliards d'USD. En 2018 on estime à environ 400 milliards d'USD le niveau des actifs des fonds de pensions avec l'Afrique du Sud représentant les  $\frac{3}{4}$ . Il sera difficile d'atteindre les niveaux projetés pour 2020. Le gisement d'épargne reste nettement sous exploité sans réformes profondes dans ces économies. Si on regarde un pays comme le Nigéria, il y a environ 7500 milliards de Naira d'actifs dans les fonds de pensions, environ 45 milliards de Naira sont collectés chaque mois, pour moins de 10 millions de contributeurs sur une population de près de 180 millions d'individus. Dans les pays francophones, c'est le système par répartition qui est en vigueur pour les employés du secteur formel alors que la majorité de la population active est dans le secteur informel. Plusieurs caisses de retraites dans ces pays ont des problèmes de gouvernance et des modes d'investissements archaïques.

### Il est possible de faire quelques comparaisons.

En Amérique latine, on constate que les réformes faites dans les caisses de retraites ont permis un essor considérable de l'épargne locale. C'est plus de 700 milliards d'USD pour les 7 premiers pays que sont le Brésil, le Chili, la Colombie, le Mexique, le Panama, le Pérou et l'Uruguay. Différentes projections de court terme voient ces capitaux atteindre 900 milliards d'USD dans les prochaines années. Les données 2015 et 2016 donnent 251 milliards d'USD soit 14% du PIB pour le



**Cédric Achille MBENG MEZUI,**  
spécialiste des systèmes  
financiers.

Brésil ; 172 milliards soit 73% du PIB pour le Chili ; 52 milliards d'USD soit 23% du PIB pour la Colombie ; 154 milliards d'USD soit 15% du PIB pour le Mexique et 36 milliards d'USD soit 20% du PIB pour le Pérou.

En Asie du Sud-est par exemple, durant leur phase de décollage, dans les sources de financement des institutions non financières, la participation de l'épargne domestique passa de 42% à 55% au Japon entre 1956 et 1983 ; en Corée, elle passa de 28% à 38% entre 1970 et 1989 ; en Malaisie et en Thaïlande, elle était déjà supérieure à 50% selon les statistiques de la Banque Mondiale. La principale source de financement externe dans ces pays a été les emprunts bilatéraux. Les émissions obligataires et les IDE représentaient une part marginale dans ces pays: Japon, Corée, Malaisie, Thaïlande, etc.

Il est attendu des gouvernements et du secteur privé de développer des plans cohérents de construction d'une épargne formelle. Pour cela, des produits d'épargne répondant aux besoins des acteurs économiques devraient être promus. Ces plans concerneraient les banques, les assurances, la micro assurance; les tontines; les caisses de dépôts; les banques de développement spécialisées; les fonds souverains; la microfinance ; l'industrie de la gestion d'actifs ; les caisses de retraites ; etc.

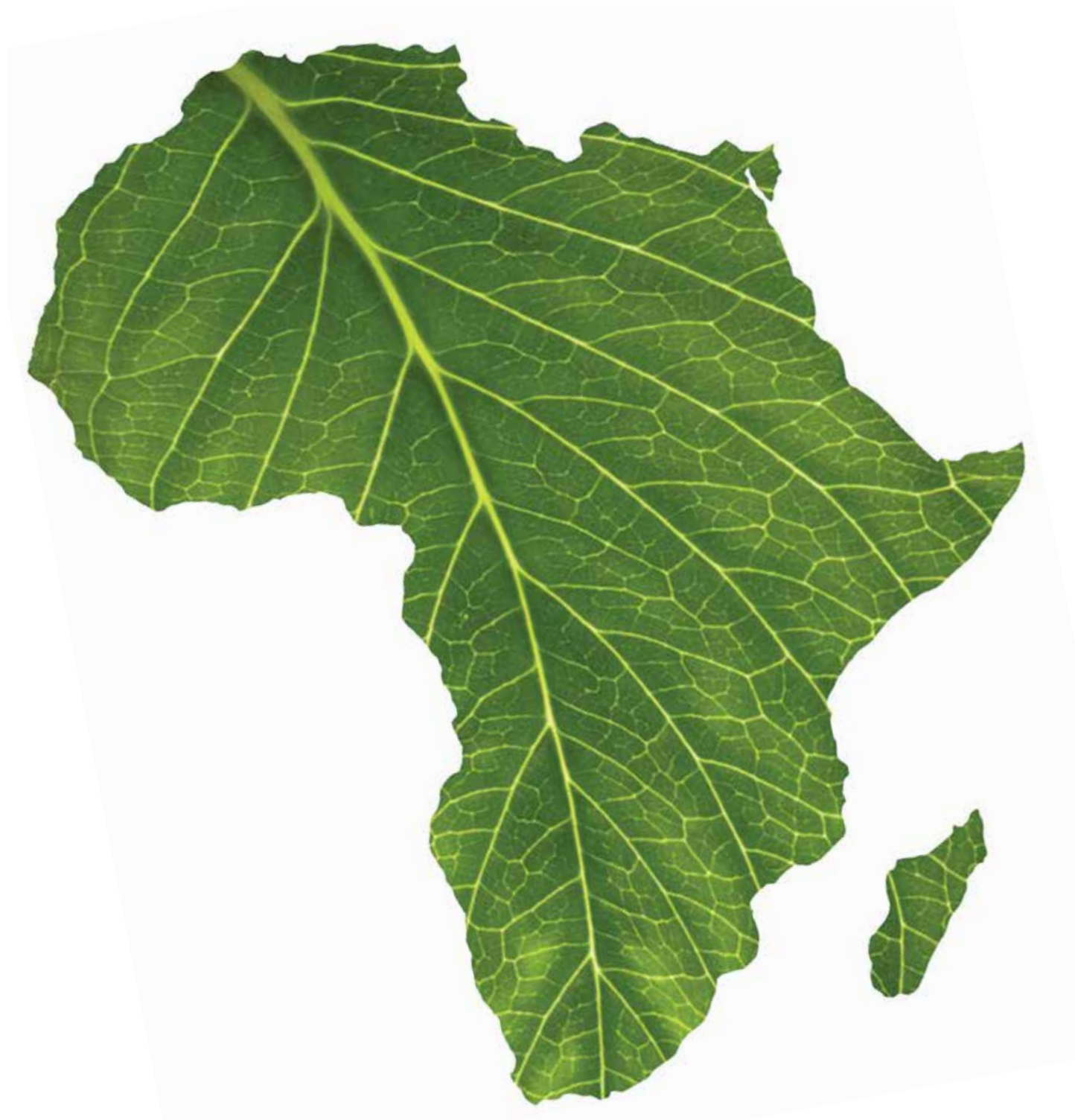
Les gouvernements africains pourraient s'inspirer d'Alexander Hamilton, premier Secrétaire d'Etat au trésor des Etats Unis en 1789.

Il défendit brillamment devant le Congrès américain le premier rapport sur le crédit public (First Report on The Public Credit) le 14 janvier 1790; puis le second rapport sur le crédit public souvent appelé le rapport sur la Banque Nationale, le 13 décembre 1790. Il mit l'efficacité du système financier américain au cœur de sa transformation économique. Il ne s'agissait pas du système financier le plus stable ou du meilleur environnement financier de l'époque. Pour Hamilton, la disposition du crédit était centrale pour le développement des activités du secteur réel. Il considérait que les capitaux devaient être abondants et le crédit accessible, car il estimait que c'est par le crédit que les fermiers pouvaient accéder aux capitaux pour acheter les semences, que les manufacturiers pouvaient acheter la machinerie dont ils avaient besoin, que les gouvernements pouvaient investir dans les projets d'infrastructure, etc. Ce sont en effet ces activités qui créent des emplois et augmentent la productivité du travail. Il proposa la création d'une Banque Nationale publique pour stimuler l'investissement aux États-Unis et posa avec courage les bases de la modernisation du système financier américain. Hamilton réforma également la conduite de la politique budgétaire avec une gestion saine de la dette publique qui posa les bases de la construction du marché des titres publics et par ricochet du marché financier américain en général. Il considérait que l'interventionnisme via le crédit sélectif était vital pour assurer une indépendance économique vis-à-vis de la Grande-Bretagne en promouvant l'essor de champions locaux. Ces réformes n'ont pas permis aux Etats-Unis d'avoir l'inflation la moins forte ou la monnaie la plus crédible, mais elles ont permis le financement de l'économie réelle.

Les idées d'Hamilton ont influencé l'articulation des politiques économiques dans tous les pays industrialisés depuis deux siècles. Il avait une approche très pragmatique du financement de l'économie.

1- Venture Capital, 2015. <http://venturesafrica.com/africas-managed-assets-set-to-exceed-1-trillion>.

# Ancrés en Afrique, pour nourrir la planète



OCP contribue à nourrir la planète en fournissant les nutriments essentiels à la fertilisation des sols et à la croissance des plantes. Avec près d'un siècle d'expertise et un leadership mondial sur le marché du phosphate, le Groupe offre un large portefeuille d'engrais adaptés pour améliorer les sols, augmenter la productivité agricole, promouvoir une agriculture durable et permettre aux agriculteurs à travers le monde de devenir plus productifs et plus prospères.

Engagés pour le développement durable des filières agricoles du continent, nous facilitons l'accès des agriculteurs africains à des engrais abordables et appropriés, et à nos autres produits et services nécessaires pour nourrir les populations d'Afrique et du monde.

Basé au Maroc, OCP est fier d'être profondément ancré en Afrique tout en servant ses clients sur les 5 continents.



[www.ocpgroup.ma](http://www.ocpgroup.ma)

## L'éditorial de Blaise AHOUANTCHEDE, Directeur Général du GIM-UEMOA

# L'Inclusion financière, une nécessité...

Quand on évoque le sujet d'actualité dans notre région, l'inclusion financière, les définitions fusent mais le dénominateur commun demeure «l'accès à moindre coût des populations exclues du système bancaire, aux services financiers de base, qu'elles se trouvent en zone urbaine ou rurale». En d'autres termes, ces populations marginalisées doivent avoir accès à un compte courant de base, au crédit, à une assurance et à un produit d'épargne. Plusieurs équations restent toutefois à résoudre concernant la problématique de l'inclusion financière.

Quelles sont les structures habilitées à offrir ces types de services financiers? Comment pouvons-nous amener ces services au niveau des populations surtout dans les zones rurales? Comment garantir le faible coût d'accès? Comment créer de l'attrait aux services financiers pour les populations? Pouvons-nous dissocier l'inclusion financière de l'inclusion sociale?

### QUELQUES CONSTATS

Selon plusieurs études, plus de 2,5 milliards d'adultes n'ont actuellement pas accès aux services financiers de base, soit la moitié de la population adulte mondiale; près de 75 % des adultes gagnent moins de 2 dollars par jour et n'ont pas de compte en banque; plus 50% de la population vivant dans les pays en développement n'ont pas de compte en banque contre 10 % dans les pays développés; parmi les personnes ayant un compte, seul 44 % l'utilisent pour épargner; dans les pays en développement, seulement 38% des femmes contre 47% d'hommes, disposent d'un compte bancaire.

Ce sont ces constats qui posent le défi de l'inclusion financière qui ne saurait d'ailleurs être dissociée de l'inclusion sociale qui constitue l'accès des populations à des services de base comme l'éducation, la santé, l'emploi, le logement, etc.

L'inclusion financière représente ainsi un enjeu économique et social majeur, non seulement dans les pays en développement mais aussi dans les pays développés, qui n'échappent pas à l'exclusion financière d'une partie de leur population.

Ainsi, le traitement de cette question ne peut que se faire selon une approche holistique. C'est sans doute ce qui justifie plusieurs initiatives dans le monde sur le sujet mais celle qu'il faut fondamentalement saluer est la semaine de l'inclusion financière organisée par la BCEAO qui a l'avantage de réunir l'ensemble des acteurs pour échanger et trouver les voies et moyens pour réussir le défi de l'inclusion financière dans l'UEMOA.

### L'ENVIRONNEMENT

Le paysage bancaire et financier dans l'UEMOA et en Afrique de manière générale a connu ces dernières années des mutations profondes

avec l'avènement de la technologie et l'apparition des nouveaux acteurs dans l'industrie des paiements.

Le taux de pénétration du téléphone portable, la démocratisation d'internet et des terminaux mobiles ont entraîné de nouveaux comportements et de nouvelles habitudes de consommation. L'impact sur les banques, actrices centrales de l'économie et premiers fournisseurs de services financiers, a été considérable.

En un peu plus d'une décennie, c'est une véritable lame de fond qui s'est abattue sur les acteurs de ce secteur, les condamnant à s'adapter rapidement pour survivre et rester compétitifs.

Jusqu'à une date récente, l'expansion du secteur bancaire dans les pays africains, censé assurer l'offre de services financiers aux populations, passait uniquement par des ouvertures d'agences mais la technologie et les nouveaux acteurs sont venus bouleverser l'environnement.

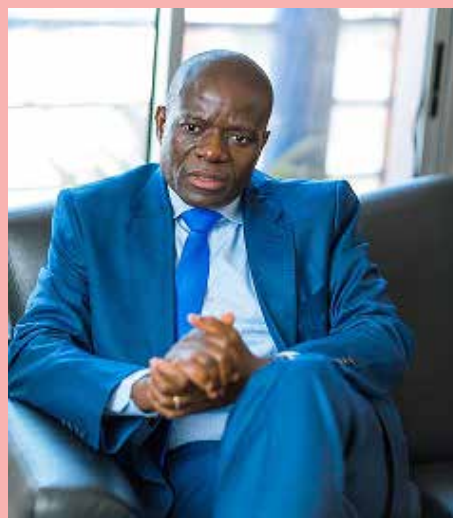
Les banques de détail conçues sur le modèle associant front-office et back-office, avec pour fonction principale de gérer du cash, se sont montrées réticentes à l'innovation, notamment en raison des obligations auxquelles elles sont astreintes en matière de gouvernance et de gestion des risques. Il faut reconnaître que la donne commence à évoluer, on note de plus en plus une prise de conscience du secteur bancaire sur la nécessité de revoir leur modèle d'affaires.

### COMPETITION OU COOPERATION ?

Une nouvelle concurrence agressive et réactive, avec les Fintech et les opérateurs de téléphonie mobile se dessine. En seulement quelques années, ces nouveaux acteurs ont réussi à challenger les banques et leur soustraire de nombreuses parts de marché dans la distribution de services financiers de paiement. Les Fintech sont devenues très actives dans les crédits à la consommation, les moyens de paiement, les assurances ou encore les prêts aux PME.

L'évolution des comportements des consommateurs est remarquable ces dernières années. Ultra connectées, de plus en plus de personnes utilisent les services de téléphonie mobile ou de canaux à distance pour effectuer certaines opérations de base (consultation des comptes, transfert d'argent, paiements, virements, ...).

Avec un taux de pénétration estimé à 60 %, le mobile est le support le plus utilisé sur le continent. L'internet mobile permet ainsi aux populations africaines de rester informées et connectées à moindre coût et aux consommateurs d'accroître leur connaissance des produits financiers et ainsi de pouvoir comparer plus facilement les offres entre concurrents. Pour ce qui concerne les banques, un accent particulier est désormais mis sur la digitalisation comme axe central du développement de leur stratégie



autour de modèles différents : création de filiales dédiées au digital ou mise en place de partenariats avec des acteurs comme les opérateurs de téléphonie mobile ou les prestataires de services de paiement.

### NAISSANCE D'UN NOUVEAU MODELE

Le digital a fait émerger un nouveau modèle d'offre de services financiers: connecté, intelligent, agile et social, dans lequel, l'agence traditionnelle et le conseiller tiennent une place différente dans la relation avec le client.

Les clients veulent en réalité le meilleur des deux mondes, physique et digital, avec des contacts en agence moins fréquents mais des services à plus forte valeur ajoutée.

Les clients veulent une nouvelle relation « à la carte » avec leur banque. Pour les opérations du quotidien, les utilisateurs préfèrent de plus en plus leur smartphone ou tablette. En revanche, pour les produits et services engageants, ils préfèrent garder une relation physique avec un conseiller.

Le besoin du contact humain s'estompe peu à peu, mais la sécurité et la confiance restent fondamentales. A ce titre, les banques disposent d'un avantage par rapport aux nouveaux entrants (même si ces « pure players » appartiennent aussi parfois à de grands groupes bancaires). Face à ce constat, les banques se sont remises en question et commencent à s'adapter. Les banques ont bien compris une chose : elles n'ont pas besoin que de stratégie digitale mais aussi du digital dans leur stratégie. C'est la naissance d'un nouveau modèle : la banque à distance sans distance.

La digitalisation entraîne des gains de productivité et une baisse des coûts significatifs, notamment par la mise en place de nouveaux moyens de paiement 100% digitaux ou encore la dématérialisation de certains documents.

### INNOVATIONS ET INNOVATIONS

Le triptyque « Client, Technologie et Services financiers » met désormais l'innovation sous toutes ses formes au cœur de la stratégie d'inclusion financière.

D'un côté, les innovations technologiques doivent apporter de la capacité, l'accessibilité et la sécurité et de l'autre, les innovations sur l'offre de produits et services, des réponses adaptées aux besoins des clients.

Innover, innover et innover doit être le lot quotidien des acteurs dans un monde en constante transformation où la technologie joue un rôle de premier plan. L'environnement technologique est une source de progrès pour les acteurs et l'innovation constitue un vecteur essentiel d'inclusion financière. Le développement des technologies novatrices comme les paiements mobiles, le paiement sans contact, les cartes à affichage digital, les wallets, la biométrie et la convergence digitale constituent des pas importants vers une stratégie efficace d'inclusion financière en Afrique et dans l'UEMOA. Mais prenons garde à l'efficacité des modèles car la fragmentation des stratégies pour adresser les cibles dans un marché peu mature peut se révéler contre-productive. C'est sans doute, la recherche de l'efficacité et le respect d'une concurrence saine qui amène la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest à initier le vaste chantier d'interopérabilité des systèmes financiers digitaux qui sera porté par le GIM-UEMOA et concerne à la fois des acteurs bancaires et non bancaires.

Cette vision est largement partagée par tous les acteurs car elle garantit au sein de l'écosystème des paiements digitaux, l'élargissement du réseau, l'équité et la transparence dans l'offre de services interopérables dans les meilleures conditions de sécurité. C'est un gage de confiance pour le consommateur final.

### LES DEFIS A RELEVER

L'enjeu du développement économique et social de nos Etats passe par de véritables politiques publiques en matière d'accès des populations surtout des zones rurales aux services financiers de base. Dès lors, le développement des infrastructures par une large couverture en électricité et en télécommunication de qualité, l'adoption de la digitalisation des paiements étatiques, constitue des prérequis à l'inclusion sociale et à la réussite des chantiers d'inclusion financière. Au demeurant, les principaux défis à relever les prochaines années, par les Autorités de régulation et les acteurs de l'écosystème des paiements digitaux, tourneront autour de l'interopérabilité entre les plateformes de services financiers mobiles, la normalisation, la tarification, la sécurité, la gestion des données, la cybersécurité, la maîtrise des risques, la gestion de la fraude, la lutte contre le blanchiment d'argent et l'éducation financière.

L'usage adéquat des technologies et l'innovation demeurent les principales clés du développement de l'inclusion financière et sociale dans nos Etats.

Entretien exclusif avec Domingos Simoes PEREIRA

# «Pour que renaisse la Guinée Bissau»

**Financial Afrik a rencontré Domingos Simoes PEREIRA, président du Parti pour l'indépendance de la Guinée et du Cap-Vert (PAIGC). L'ancien premier ministre de la Guinée Bissau pose un diagnostic technique, anthropologique et politique sur son pays, joyau de la nature livré aux vents de l'instabilité des scrutins électoraux aux dates aléatoires et aux querelles de leadership. Pour ce technocrate, la rupture est possible. Entretien.**

**Monsieur le premier ministre, comment sortir la Guinée Bissau d'une instabilité que nous dirons chronique ?**

Votre question est complexe. Pour moi, qui suis de mère Balante et de père Mandiango, je peux vous dire que la Guinée Bissau profonde aspire au changement. La nouvelle génération aspire encore plus au changement et à la prospérité. Notre héros Amical Cabral avait devancé son temps en prônant «Unité et Lutte», la devise du PAIGC (Parti pour l'indépendance de la Guinée et du Cap Vert). Force est de le dire, en dépit des postures, il n'y a pas encore eu un travail de réconciliation en Guinée. L'on pensait que tous les problèmes du pays seraient résolus en chassant les portugais. Plus de quarante ans plus tard, les problèmes subsistent et pèsent sur la cohésion sociale.

**Pourquoi, quatre décennies après son indépendance, le Portugal reste un paramètre de la politique guinéenne ?**

Les faits historiques ne s'effacent pas du jour au lendemain. Les portugais ont accosté la côte guinéenne il y a 1 400 ans. Les colons y ont trouvé les autochtones, les Brahmes, les Mandingues et, progressivement, les peuls, dans des territoires mouvants. La colonisation portugaise a eu cela de particulier qu'elle s'est bornée dans le cas de mon pays à une approche commerciale sans vision administrative et, je dirais, sans véritable ambition de domination politique. Le souci premier de l'envahisseur était de construire des



forts pour se protéger (celui de San José fut célèbre) et de faire le commerce en contractant des alliances avec certains groupes.

**Qu'est ce qui explique que l'instabilité politique soit presque une règle en Guinée Bissau ?**

Il n'en a pas toujours été ainsi. Jusqu'au milieu des années 70, on était considéré comme un îlot de stabilité alors que la guerre civile sévissait en Angola et au Mozambique. Mais comme dit l'adage, du passé l'on tire des enseignements pour le présent. Nous avons proclamé notre indépendance le 24 septembre 1973. En se retirant, le colon a semé les germes des conflits futurs.

**Votre parti, le PAIGC, peut-il réconcilier les guinéens et les conduire**

**vers le développement économique et social ?**

Je n'en doute pas une seconde. Encore faut-il que nous rompons avec les méthodes du passé. Traditionnellement, on désignait un coupable idéal et l'on croyait qu'en le changeant tout irait mieux. Or, changer un pays relève d'une question structurelle, d'une planification stratégique et d'une dynamique. L'histoire heurtée de notre pays a engendré des phénomènes sociaux et des réflexes qui complexifient encore plus la spécificité du tissu social Guinéen.

Il faudra tenir compte, comme disait Cabral, de nos structures traditionnelles de pouvoir, verticales chez les groupes musulmans et horizontales chez les Balantes et les autres peuplades. Le colon a exploité efficacement ces différences

pour s'imposer. En plus de ces structures traditionnelles, il y a le rapport des guinéens à l'armée. Les Balantes ont fourni le gros des troupes pendant la guerre de libération mais ils n'ont pas développé de mécanismes de relation avec le pouvoir. A l'indépendance, la Guinée Bissau comptait seulement 14 lycéens et un contexte de violence engendré par onze ans de guerre.

Dans les années 90, l'alternance politique s'est traduite par une volonté de dépolitiser l'armée et démocratiser les partis politiques. Le temps le montre, toute vision à long terme nécessite la paix sociale et la stabilité. Ce sont des ingrédients nécessaires pour rétablir la confiance entre la Guinée Bissau et ses partenaires et mettre en place un programme de développement harmonieux. L'impact social, l'inclusion et le développement humain sont les trois axes de notre programme.

**L'incertitude sur la date des législatives n'est -il pas le signe que la Guinée n'est pas encore au bout du tunnel ?**

C'est vrai, il y a une certaine incertitude entretenue autour de ces élections. Sur cette question, notre parti partage pleinement les résolutions de l'accord de sortie de crise de la CEDEAO arrêtées en avril 2018 et stipulant que des élections aient lieu au plus tard avant la fin 2018. Nous soutenons la feuille de route de la sortie de crise.

Entretien réalisé  
par Adama Wade

**Édition 2018**

# Les 100 qui transforment l'Afrique

*Ils ont créé, développé ou coaché des entreprises, des fonds, des organisations, des banques centrales, des Trésors publics, des ministères des Finances. Leur point commun, avoir changé la vie des centaines de milliers de personnes ou inventé des concepts, développé des idées capables de projeter l'Afrique dans la quatrième révolution. Comme c'est le cas lors de chaque mois de décembre, Financial Afrik vous présente ces héros qui n'occupent pas forcément les premières pages des journaux mais constituent, à coup sûr, la cheville ouvrière de la transformation économique et sociale de l'Afrique.*

Pages 11-23

# Le ministre des Finances de l'année

**Romuald Wadagni du Bénin aura marqué l'année par ses réformes courageuses. Ministre de l'Economie et des Finances depuis avril 2016 et président du Conseil des ministres de l'UEMOA, il a réussi le défi de l'assainissement des finances publiques et la gestion de la masse salariale, suite aux dettes contractées par le régime précédent. En tant que ministre béninois de l'Économie et des Finances, il a réalisé l'emprunt de 260 millions d'euros sur les marchés internationaux - une première pour le pays, et initié des réformes importantes.**

Quand il prend poste au ministère de l'Economie et des Finances du Bénin, en avril 2016, le pays subissait de plein fouet les effets de la crise économique au Nigéria.

En effet, en 2015, le Bénin a enregistré un taux de croissance économique de 2,1% et un déficit budgétaire de 8,0% du PIB. Pour faire face à la baisse des recettes consécutive aux effets de la crise au Nigeria, le Gouvernement a fait prendre en juillet 2016 un collectif budgétaire afin de contenir les dépenses, réallouer les ressources budgétaires vers les secteurs prioritaires et mettre en exécution des mesures urgentes de relance. Depuis 2016, le Bénin a renoué avec la croissance et est en passe de gagner le pari d'une croissance forte et soutenue sur plusieurs années. Le taux de croissance économique s'est en effet affiché à 5,8% en 2017 contre 4,0% en 2016. Pour 2018, il est attendu une croissance de 6,8%.

## •Reprise du programme avec le Fonds Monétaire International

Alors que le Bénin venait de passer près de deux ans sans programme économique, le Ministre WADAGNI a, dès 2016, négocié et conclu en trois mois, le programme économique triennal 2017-2019 avec des conditions très favorable à la mise en œuvre du programme d'investissement public. Le Bénin fait partie des rares pays à avoir conclu un programme avec le FMI avec un cadrage macroéconomique prévoyant un déficit de 9,5%. Ce programme, librement sollicité parce que le pays n'y était pas obligé visait entre autres à démontrer la transparence dans la gouvernance des finances publiques, maintenir la confiance de la communauté internationale et envoyer des signaux forts aux investisseurs.

A ce jour, le programme s'exécute avec succès à la satisfaction de tous. Au terme de la troisième revue réalisée en octobre 2018, tous les indicateurs sont atteints. Signe de la Reconnaissance de la qualité des politiques économiques menées, le Bénin a été sélectionné avec seulement 4 autres pays du monde (Guatemala, Indonésie, Rwanda, Vietnam) pour participer au programme du FMI pour l'évaluation des besoins pour la réalisation des objectifs de développement durable en 2030.

Parmi les réformes initiées sous l'égide du ministre Wadagni, figure la modernisation des régies financières. Des actions qui ont permis la dématérialisation des procédures, la sécurisation et l'amélioration des recettes, de même qu'un meilleur service aux usagers. Egalement au rang des mesures introduites, la mise en place des caisses enregistreuses ou machines électronique de facturation.

## •La recette en or pour récupérer la TVA

La facture électronique normalisée est un outil de gestion et de contrôle interne qui vise à lutter contre la concurrence déloyale entre opérateurs économiques et la fraude, notamment sur la TVA. La réforme vise non seulement l'utilisation obligatoire des machines électroniques de facturation pour la délivrance des factures normalisées aux clients mais aussi aidera l'Etat à recouvrer la TVA payée par les contribuables à l'occasion de leurs divers achats de biens et services.

Ce système de contrôle de l'administration fiscale enregistre à distance sur des serveurs installés dans ses locaux grâce à des appareils dont l'utilisation est imposée aux contribuables, les données pertinentes des tickets de caisse.

Ce système réduit de manière significative les possibilités de fraudes sur le chiffre d'affaires au niveau de ces entreprises. Il contribue également à renforcer la capacité de maîtrise de l'assiette fiscale de l'administration fiscale. Avec ce dispositif, les contrôles fiscaux prendront moins de temps (Réduction des délais de vérification par le fisc grâce aux informations contenues sur le serveur) et donc coûteront moins et seront plus efficaces. Les caisses enregistreuses constituent une révolution technologique pour booster le recouvrement des recettes fiscales au Bénin.

## •Bancairisation des recettes fiscales

Cette réforme qui permet aux entreprises de s'acquitter directement de leurs droits d'impôt dans les banques, vise la modernisation et la sécurisation du système de recouvrement de l'administration fiscale. Elle réduit les risques de fraude, facilite les paiements des impôts et taxes et permet de diminuer les contacts entre les agents percepteurs et les contribuables.

## •Mise en place d'une plateforme unique d'échanges Impôt-Douane -Budget

En 2017, il a été mis en place, une plate-forme d'échanges automatiques de données entre la Direction Générale des Douanes et Droits Indirects (DGDDI), la Direction Générale du Budget et la Direction Générale des Impôts (DGI). Cette mesure a permis d'élargir l'assiette fiscale et d'augmenter le niveau des recettes par la fidélisation des contribuables et la réduction de la fraude à l'importation.

## •Mise en œuvre du Programme de Vérification des Importations

La réforme phare de l'administration douanière béninoise est la mise en œuvre du Programme de Vérification des Importations (PVI). Déployé en 2011 et suspendu par la suite en raison de quelques dysfonctionnements, ce programme a été considérablement amélioré puis relancé en avril 2017. Cette réforme permet par exemple de lever les intentions d'importation en ligne levées en ligne, contrairement à 2011 où les usagers étaient obligés de se déplacer pour l'accomplissement des formalités. L'objectif visé est de parvenir à une dématérialisation effective et totale de la liasse documentaire. Tous les volets du Programme (le suivi électronique des véhicules d'occasion en transit, la gestion du vrac gazeux et solide) par la Certification des valeurs et des poids, le tracking des marchandises en transit, le scanning des conteneurs et autres chargements, et la gestion automatisée des Magasins et Aires de dédouanement (MAD), des Magasins et Aires d'Exportation (MAE) et des Terminaux à Conteneurs (TAC)) ont connu une avancée significative dans leur mise en œuvre avec à la clé, une adhésion totale du secteur privé. Par ailleurs le Port Autonome de Cotonou a été doté dans le cadre du PVI de scanners de dernière génération qui en quelques mois ont permis de noter non seulement une fluidité et une célérité dans la procédure d'enlèvement



Romuald Wadagni

des marchandises et de révéler des cas de fraudes

## •Compte unique du Trésor

En vue de centraliser toutes les ressources publiques au niveau du Trésor pour une meilleure visibilité des opérations financières de l'Etat, il a été initié la réalisation du CUT. Avant cette réforme, on pouvait noter l'existence de plus de 150 comptes bancaires des structures de l'Etat ouverts auprès de banques primaires. Les comptes ainsi identifiés sont analysés au fur et à mesure et leur fermeture est initiée.

## •Audit des chèques certifiés du trésor

Ce vaste audit a permis de récupérer 10,5 milliards de FCFA et de mettre fin à un système de coulage des finances publiques. En vue de limiter les interactions entre l'administration et l'utilisateur, la consultation à distance a été lancée ainsi que l'information par SMS du niveau de traitement des titres de dépenses. De même, pour les agents de l'Etat, les bulletins de paie sont depuis 2017 totalement dématérialisés et disponible en consultation et téléchargement en ligne.

## Assainissement des finances publiques et la maîtrise de la progression de la dépense publique

Plusieurs actions de réforme ont permis d'enregistrer des gains de ressources et de rationaliser la dépense publique.

## •Assainissement et intégration des bases de données de gestion de la carrière et de la solde des agents de l'Etat

Cette réforme est marquée par l'audit de l'effectif des agents de l'Etat et la mise en place d'un fichier unique pour le traitement de la paie des agents de l'Etat par l'intégration des bases de données de la fonction publique et des finances. Avant l'avènement de cette réforme, la pratique consistait, pour certains agents de l'Etat, à incorporer frauduleusement des personnes dans l'effectif. L'audit a permis de démanteler des réseaux de faussaires. Aujourd'hui, la communication et la connexion entre les bases de données du ministère de la Fonction publique et celui en charge des Finances permettent une économie

substantielle de ressources publiques et une meilleure maîtrise de la masse salariale.

## •La création de la Cellule des voyages officiels

La mise en place de la Cellule des Voyages Officiels (CVO) a permis une meilleure planification des voyages à l'étranger, un meilleur suivi et une rationalisation des crédits y afférents. A titre illustratif, les dépenses de transport de l'année 2015 effectuées dans le cadre des missions et évacuations sanitaires à l'étranger s'élevaient à plus de 20 milliards, contre environ 2 milliards en 2017.

## • La bancarisation des primes, salaires, bourses et secours universitaires

Désormais, les primes, salaires, bourses et secours universitaires sont systématiquement payés par virement bancaire. Au-delà des gains obtenus du fait de l'informatisation et la mensualisation du paiement par le ministère des finances (suppression d'états d'émargement laissant autrefois des marges de manœuvre aux services de gestion des bourses), des travaux de restructuration des critères d'allocation ont également permis l'assainissement de la liste des bénéficiaires. Pour exemple, s'agissant des boursiers, il avait été déclaré 29,000 boursiers pour une dotation de 17 milliards. Après vérification, ce nombre est tombé à 26,000 boursiers avec une économie de 2 milliards, permettant ainsi à l'Etat d'attribuer 18% de bourses en plus par rapport à 2016.

Il en va de même pour les salaires et les primes. Cette nouvelle approche de gestion des avantages empêche désormais toute possibilité de non-respect des dispositions légales ou réglementaires en la matière.

## •Le leasing pour la gestion du parc automobile de l'Etat

Avant l'avènement de cette réforme, le Bénin dépensait en moyenne, pour la location, l'achat, les réparations de voiture ainsi que leur carburateur, entre 30 et 40 milliards FCFA. C'est pour ces différentes réformes et l'instauration de la traçabilité des dépenses et des recettes de l'Etat que M. Wadagni a été choisi comme ministre des Finances de l'année. La force d'un bon argentier réside dans la capacité de mobiliser des ressources, de rationaliser les dépenses publiques et de donner de l'impulsion à l'économie.

# Le Financier de l'année



## Stanislas ZEZE

Stanislas ZEZE est le PDG de l'agence Bloomfield Investment Corporation. Après des études de Droit des Affaires en France, il intègre l'Institut de Sciences Politiques et Economiques de Eastern Michigan où il obtient un Diplôme en Economie. Il est ensuite admis à la prestigieuse école d'Administration et de Gestion de University of Michigan d'où il sort avec un Master of Public Administration (MPA). Au cours de sa carrière, Stanislas ZEZE occupe successivement les postes de Directeur des Risques à la National Bank of Detroit et

de Senior Control & Country Risk Analyst à la Banque mondiale à Washington. Il rejoint ensuite la Banque Africaine de Développement à Abidjan et Tunis, en qualité de Senior Country Risk Officer, puis devient en 2004 Directeur Régional du Risque-crédit chez Shell Oil Africa pour l'Afrique de l'Ouest et Centrale. En 2007, il crée Bloomfield Investment Corporation basée à Abidjan qu'il rejoint en 2008 comme PDG. Bloomfield Investment Corporation est l'une des quatre agences de notation financière que compte l'Afrique.

Le prix financier de l'année est accordé à Stanislas ZEZE en reconnaissance de son engagement depuis dix ans dans la promotion de la transparence financière. «Une agence de notation régionale ou locale se distingue, déclarait-il, des agences internationales. «Nous faisons nos évaluations en monnaie locale. Du coup, nous établissons la vraie valeur intrinsèque de la qualité de crédit de l'entreprise parce que la monnaie locale est celle dans laquelle sa richesse est définie et celle dans laquelle elle opère».

# Les deals de l'année

## La BCP rachète les filiales BPCE en Afrique

C'est l'un des deals structurants enregistrés en Afrique en 2018. La banque mutualiste française, BPCE, est parvenue à un accord pour céder au groupe marocain, Banque Centrale Populaire (BCP), ses filiales au Cameroun, à Madagascar, au Congo et en Tunisie. Concrètement, la BPCE va céder à son partenaire marocain ses 68,5% dans la Banque internationale du Cameroun, ses 71% dans la Banque malgache de l'Océan indien, ses 60% dans la Banque Tuniso-Koweïtienne et la totalité du capital de la Banque Commerciale Internationale (BCI) en République du Congo. Cette opération stratégique démontre la confiance du groupe bancaire marocain sur les économies de l'Afrique subsaharienne. A travers Kamal Mokdad, directeur général, chargé du développement à l'international, la banque poursuit une expansion qui l'avait vue aussi, au tout début de cette année, reprendre la Banque des Mascareignes, filiale de la BPCE à Maurice. Voici ce que M. Mokdad déclarait à Financial Afrik en mai dernier à propos de la dimension internationale du groupe: «Nous sommes présents dans 14 pays en Afrique et 14 autres pays dans le reste du monde, notamment en Europe, en Scandinavie, en Amérique du nord et au Moyen Orient où nous disposons de bureaux en Arabie Saoudite, aux Émirats Arabes Unis ou encore plus récemment au Qatar. Cette logique de présence à l'international a des fondements stratégiques. Nous y sommes, en effet, plus proches de la diaspora marocaine établie à l'étranger, avec un plus d'un millions de clients, et œuvrons pour faciliter les relations d'affaires entre les entreprises dans nos différents pays de présence. Et nous avons souhaité également à travers ce changement d'identité visuelle en Afrique marquer notre prédisposition et notre capacité à répondre aux besoins de la diaspora africaine à travers le monde.»

Le groupe Banque Centrale populaire injecte environ 3 000 milliards FCFA (4,57 milliards d'euros) de financements dans les économies des pays de la sous-région où il est implanté.



**Kamal Mokdad, DG de BCP**

## Saham-Sanlam: Moulay Hafid Elalamy et Ian Kirk



**Moulay Hafid**

Le marocain Moulay Hafid Elalamy et le sud-africain Ian Kirk ont marqué l'année 2018 en réalisant la plus grosse transaction de l'année dans le secteur de l'assurance. En effet, le premier a cédé la totalité de son pôle assurance au sud-africain Sanlam. Le fruit de la cession, soit un total de 1,05 milliard de dollars, sera utilisé pour créer un Fonds d'investissement panafricain. «Dans le cadre de sa transformation en Fonds Africain, SAHAM attirera désormais de nouveaux partenaires, pour franchir un nouveau cap, et investir ainsi dans des métiers d'avenir, accélérateurs de développement pour notre pays et notre continent», déclarait-on du groupe marocain.

Quant à Ian Kirk, CEO de Sanlam, il réalise à travers ce deal un pont entre l'Afrique Australe, l'Afrique Centrale, l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique du Nord. «La conclusion de cette transaction marque une étape importante dans le déploiement de notre vision afin d'ériger Sanlam en groupe financier de premier ordre sur le continent. Les synergies ainsi dégagées et l'expertise conjointe de Sanlam, Santam et SAHAM Finances offrent au Groupe Sanlam l'occasion de développer ses activités d'assurance vie sur les marchés francophones et de tirer profit de l'expertise du Groupe pour développer son portefeuille d'assurances Non-Vie», déclarait-il. Le deal porte sur Saham Assurance Maroc, détenue par Saham Finances à hauteur de 52%, Colina Participations et Colina Holding Ltd, détenues entièrement par Saham Finances Saham Réassurance Luxembourg, LIA Insurance Liban et Saham Europe.



**Ian Kirk**

# Les éclaireurs

**En ces temps de populisme et de repli sur soi, la voix des grands économistes, philosophes et penseurs en général manque cruellement dans le brouhaha charrié par les réseaux sociaux. L'éclaireur est celui qui indique le chemin à suivre en connaissance de cause. Au milieu de l'Océan et face aux vagues menaçantes, il a fonction de vigie.**

### Carlos Lopes, le négociateur



En 2018, l'ancien secrétaire général de la Commission économique pour l'Afrique (CEA) est nommé chef des négociateurs de l'Union Africaine avec l'Europe. Le Bissau guinéen est l'économiste le plus au fait des questions d'intégration pour avoir notamment rédigé plusieurs ouvrages et textes de réflexion sur le sujet. Son passage au niveau de la Commission économique pour l'Afrique (CEA) a contribué à faire éclore l'idée (et non l'idéologie) d'une nouvelle Afrique, celle que nous voulons. C'est d'ailleurs à juste titre que Mr Lopez fait partie de la « task force » choisie par le président rwandais Paul Kagame, qui s'était vue, en juillet 2016, à l'issue du 27e sommet de l'UA, confier la mission de proposer une réforme de l'organisation continentale.

### Donald Kaberuka, Rwanda



Donald Kaberuka (né le 5 octobre 1951), est un économiste rwandais et ancien président de la Banque africaine de développement. Il a été élu le 21 juillet 2005 contre son adversaire le Nigérien Olabisi Ogunjobi, succédant ainsi au Marocain Omar Kabbaj qui présidait la Banque depuis 1995. Il a été ré-élu pour un second mandat en mai 2010. Akinwumi Adesina lui succède à la tête de cette institution depuis le 1er septembre 2015. Loin de prendre sa retraite, Kaberuka a participé activement à la task force réunie autour du président Kagame pour trouver de nouveaux mécanismes de financement de l'Union Africaine. Depuis le début de l'année 2018, Donald Kaberuka a entrepris un nouveau départ avec le lancement de Southbridge Bank aux côtés de Lionel Zinsou.

### Cedric Mbeng, le promoteur de la finance domestique



En janvier 2017, Cedric Mbeng faisait partie des architectes à l'origine du lancement du tout premier ETF de la Banque Africaine de Développement. Cédric compte une dizaine d'années d'expériences dans le secteur financier, acquises à Citibank et à la BAD. Il est Coordinateur de l'Initiative des Marchés Financiers Africain (AFMI, [www.africanbondmarkets.org](http://www.africanbondmarkets.org)) depuis Décembre 2013. Infatigable militant de la mobilisation des ressources domestiques, Cedric Mbeng a récemment publié un nouvel ouvrage «Financer l'Afrique» qui reprend l'essentiel de ses idées.

## Acha Leke, le champion de l'optimisme



Le dernier rapport de McKinsey sur les prévisions extrêmement optimistes de l'Afrique porte son nom. Acha Leke, co-fondateur de l'African Leadership Academy (en) (ALA), une école de Johannesburg qui se veut alternative aux écoles occidentales, puis de l'African Leadership Network (ALN), un réseau de décideurs africains, fait partie des économistes africains les plus célèbres dans l'univers anglo-saxon. En 2008, il est désigné Young Global Leader par le World Economic Forum. En 2010, il joue un rôle déterminant dans l'élaboration du rapport de McKinsey Lions en mouvement, les progrès et potentiels des économies africaines. L'économiste milite pour l'instauration de la libre circulation intégrale en Afrique.

## Moustapha Kassé, UCAD



Président des économistes africains et Doyen honoraire de la Faculté des Sciences économiques et de Gestion (Faseg) de l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar (UCAD), Moustapha Kassé, 91 ans révo- lus, conseille plusieurs chefs d'Etat et leaders africains.

## Lionel Zinsou, Bénin



Ancien associé-gérant de Rothschild & Cie puis, à partir de 2009, PDG du fonds PAI Partners, Lionel Zinsou reste l'un des plus brillants économistes du continent. Après son intermède politique, il a entamé une nouvelle orientation de sa carrière en co-fondant la banque Southbridge.

# Les intégrateurs

*Ils portent des projets, des programmes de développement et des institutions à cheval sur plusieurs pays. Ce sont des vecteurs d'intégration indispensables à la création du futur grand marché africain.*

## Tiémoko Meyliet Koné, BCEAO



Gouverneur de la Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) depuis 2011, après y avoir passé plus de trente ans, Tiémoko Meyliet Koné, est un banquier orthodoxe qui considère que la maîtrise de l'inflation (la stabilité des prix, la protection du pouvoir d'achat) est la clé de voûte de toute politique monétaire. Recruté sur concours à la BCEAO après ses études supérieures, puis formé au Centre d'Application Technique et Professionnel de la BCEAO, l'économiste ivoirien semble donner de nouvelles orientations en faveur de l'inclusion financière et du financement des PME.

## Christian Adovelande, BOAD



Sous sa houlette, la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD) a réussi son anticipation stratégique en se positionnant dans le financement du solaire et des énergies renouvelables. Désigné en 2011 pour assurer l'intérim après la démission de son compatriote Abdoulaye Bio-Tchané, alors candidat aux présidentielles au Bénin, Christian Adovelande a poursuivi les chantiers de son prédécesseur, consolidé la solidité financière de la banque et relevé le financement des grands chantiers de développement. La BOAD qui a fêté ses 45 ans en novembre 2018 est l'une des institutions africaines de développement les plus crédibles.

## Akinwumi Adesina, BAD



En poste depuis septembre 2015, Akinwumi Adesina a fixé cinq priorités pour son mandat comme l'Agriculture, l'industrialisation et l'électrification. La grande vision de l'ancien ministre nigérian de l'Agriculture, en phase avec les Objectifs de développement durable, devrait, pour s'imposer, trouver les ressources nécessaires à son déploiement. La BAD qui a une capacité de financement limitée par les engagements antérieurs et la qualité d'un portefeuille qu'il faudra préserver (triple A oblige) est confrontée à la nécessité d'une augmentation de capital en 2019.

## Benedict Oramah, Afreximbank



Sous sa présidence, Afreximbank a accentué ses orientations stratégiques autour du renouveau du commerce inter-africain. La banque basée au Caire intervient aussi dans le financement de grands projets de transformation des matières premières et d'augmentation de la capacité d'hébergement des destinations touristiques africaines.

## Félix Bikpo, AGF



Félix Bikpo est le Directeur Général d'African Guarantee Fund (basé à Nairobi) et président du Fonds Gari (Lomé). De nationalité ivoirienne, il est diplômé de l'Ecole d'économie et de commerce (ESSEC) à Paris et également titulaire d'une maîtrise en économie de l'Université Nationale de Côte d'Ivoire. A son actif, 26 ans d'expériences dans la banque et les services financiers. Durant sa carrière, Félix a été le PDG d'Access Pan Afrique (la société holding du groupe bancaire Access Bank Nigeria), Directeur Général du groupe financier Atlantic Financial Group, Directeur général d'Ecobank Niger, Directeur Exécutif d'ETI (groupe Ecobank) et Vice-Président chez Citibank en charge du contrôle financier pour les pays francophones. Félix a été le premier Directeur Général du fonds de Garantie des Investissements Privés en Afrique de l'Ouest (Fonds Gari), une initiative de l'agence française de développement (AFD), l'Agence Allemande de développement (DEG), la banque Européenne d'investissement, (BEI), la banque ouest africaine de développement (BOAD) avec 23 banques commerciales.

## Sidi Ould Tah, BADEA



Le technocrate mauritanien a été réélu à la tête de la Banque arabe pour le développement en Afrique (BADEA) en avril 2018 pour un second mandat. Titulaire d'un doctorat en économie de l'université de Nice Sophia Antipolis en France, Sidi Ould Tah s'est engagé, fin mars, à financer environ 653 projets, d'un montant de 582,768 millions de dollars. La BADEA s'est fixée comme objectif majeur de financer les économies des pays arabes et africains à travers le Fonds Arabe pour le Développement Économique et Social (FADES), la Compagnie Arabe pour la Garantie des Investissements et des Crédits à l'Exportation, le Fonds Monétaire Arabe et l'Autorité Arabe de l'Investissement et du Développement Agricoles.

## Abbas Mahamat Tolli, BEAC



En poste depuis janvier 2017 à la tête de la Banque des États de l'Afrique Centrale (BEAC), le tchadien Abbas Mahamat Tolli a pris les rênes de l'institution dans des circonstances difficiles tant au niveau des réserves de change, en baisse, que de la confiance des partenaires de la région, en berne. Deux ans plus tard, le haut cadre tchadien est plébiscité par le FMI et la Banque Mondiale qui louent son leadership. L'ancien directeur de cabinet du président Idriss Deby, favorisé par le retour de conjoncture du pétrole et des matières premières, a restauré la confiance et ramené la sérénité dans la maison CEMAC.

# Les barons du marché financier

## Edoh Kossi Amenouwe, BRVM



Directeur Général de la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM) et du Dépositaire Central / Banque de Règlement (DC/BR) depuis le 1er octobre 2012, il participe au renouveau du marché financier de l'UEMOA. Dr Edoh Kossi AMENOUNVE est titulaire d'un Doctorat en Sciences de l'Administration (Ph. D.), option Finance, avec Tableau d'Honneur, obtenu à l'Université Laval au Canada en 1995 après

un Master in Business Administration (MBA), option Finance et Assurance, obtenu dans la même Université en 1992. Il est également titulaire d'une Maîtrise en Science de Gestion (Major de Promotion) obtenu en 1990 à l'Université du Bénin (actuelle Université de Lomé). Avant la BRVM, Dr Amenouwe a occupé plusieurs fonctions dans le système financier de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) notamment celles de Secrétaire Général du Conseil Régional de l'Épargne Publique et des Marchés Financiers (CREPMF). Il est l'architecte des grandes réformes du marché financier de l'UEMOA à savoir : la réforme des garanties et l'introduction de la notation, la mise en place du marché hypothécaire et de la titrisation, l'harmonisation de la fiscalité des valeurs mobilières au sein de l'UEMOA etc.

## Marie Odile Sène, CGF Bourse



Après avoir étudié la gestion et la finance en Tunisie, Marie Odile Sène Kantoussan rejoint la Compagnie de Gestion Financière et de bourse (CGF) en 1999. Directeur général de cette SGI depuis 2012, elle a participé à la structuration de grands projets d'introduction en Bourse. Marie Odile Sène Kantoussan est également vice-présidente de l'Association professionnelle des SGI (APSGI) de l'UEMOA.

## Jean Claude Ngbwa, CMF



En poste depuis 2016, Jean Claude Ngbwa est président de la Commission camerounaise des marchés financiers (CMF). Le régulateur du Douala Stock Exchange (DSX), la bourse des valeurs mobilières du Cameroun, avait auparavant passé une dizaine d'années à la Conférence interafricaine des marchés d'assurance (CIMA), le gendarme du

secteur des assurances en Afrique centrale et de l'Ouest, dont le siège est à Libreville, au Gabon. Jean Claude Ngbwa a été le secrétaire général de cet organe de régulation jusqu'en 2015. Son chantier actuel reste la fusion des places financières de la zone CEMAC.

## Kady Fadika, Hudson CIE



Directeur Général Associé de Hudson & Cie et présidente de l'Association professionnelle des SGI (APSGI) de l'UEMOA, Kady Fadika compte une forte expérience cumulée au sein de diverses banques institutions (Banque Royale du Canada, BAD). Elle est titulaire d'un Master in Business Administration (MBA) de l'Université de Howard à Washington DC, d'une Maîtrise en Ingénierie Economique et d'une Licence en Economie de l'Université de Toulouse.

## Nicky Newton-King, JSE

A la tête de la Bourse de Johannesburg (JSE) depuis 2012, Nicky Newton-King a pu tenir la plus importante Bourse d'Afrique (80% de la capitalisation du continent) loin des turbulences politiques et ancrer la place financière sud-africaine parmi les 20 plus importantes dans le monde. Son credo, créer une forte alliance entre les 24 Bourses des valeurs mobilières du continent.



## Khady Diouf, Everest Finance

Dirigée par Khady Diouf, le broker Everest (Sénégal) poursuit sa route. Titulaire d'un MBA de Paris Dauphine et d'un Bachelor en finance de la Suffolk University Of Boston, Khady a travaillé chez BMCE Capital Afrique puis à la Banque de l'Habitat du Sénégal et, enfin, chez la filiale nigériane United Bank Of Africa Sénégal.



## Karim Hajji, Bourse de Casablanca



A la tête de la Bourse de Casablanca depuis 2009, Karim Hajji, 58 ans, a orienté cette place financière vers l'intégration africaine. Diplômé de Sciences Po Paris et détenteur d'un MBA de l'université de New York, il est l'ancien directeur financier du holding royal Omnium Nord Africain (ONA), qu'il a quitté en 1998 pour créer une banque d'affaires. Karim Hajji a été récemment porté à la tête de la présidence du comité de l'Association des Bourses africaines (ASEA).

## Geoffrey Odundo, Bourse du Kenya



Le marché financier suit avec intérêt les efforts de Geoffrey Odundo, CEO de Nairobi Stock Exchange, dans sa tentative d'attirer des investisseurs chinois. Son objectif, doubler la capitalisation boursière de la place kenyane d'ici 2019 et diversifier une volumétrie des transactions réalisée à 70% par des investisseurs américains,

européens et sud-africains. Le MOU signé récemment avec Shanghai Stock Exchange est un grand pas vers l'Empire du Milieu. L'autre ambition de la NSE est de renforcer son rôle de hub financier de l'Afrique de l'Est à travers la promotion de l'interconnexion entre les différentes places financières de la région.

## Marc Kamgaing, Harvest Asset Management



La camerounais Marc Kamgaing Taassi, anciennement dirigeant de la société Asca Asset Management (filiale du groupe Attijariwafa Bank) a eu à gérer le fonds Fcom de RMA Wataniya (groupe BMCE Bank) spécialisé dans les sociétés cotées. En décembre 2017, il crée Harvest Asset Management, est la toute nouvelle société de gestion de portefeuille sur le marché financier la Communauté des Etats de l'Afrique Centrale (CEMAC). Fort de quinze ans d'expérience, Marc Kamgaing Taassi travaillé chez l'assureur Activa et à la Société Générale.

## Célestin Rwabukumba, Rwanda Stock Exchange



DG de la Bourse du Rwanda depuis son lancement en janvier 2011, il incarne le dynamisme de ce jeune marché.

Formé à la New York State University de Buffalo (Bachelor of Economics), Pierre Célestin Rwabukumba a démarré sa carrière dans le monde de la Finance comme courtier en bourse à Wall Street. Il revient en 2004 à Kigali et rejoint la Banque nationale du Rwanda qui lui confie la mission de créer de toutes pièces un marché des capitaux. Une tâche ardue et ambitieuse, mais 9 ans plus tard l'objectif a été pleinement atteint. Coordinateur du Rwanda Stock Exchange, et à ce titre directeur opérationnel de l'institution, Pierre Célestin Rwabukumba incarne la nouvelle vague du Rwanda, cosmopolite, bilingue et dynamique. Voilà ce qu'il déclarait à Financial Afrik en juillet 2017: «Nous avons commencé à zéro et maintenant nous sommes à une capitalisation boursière de 3,4 milliards de dollars. Ce qui représente 40% du PIB du Rwanda. A un certain moment, nous avons dépassé les 50% du PIB. Ce qui n'est pas mal pour une petite bourse qui a démarré ses activités en 2011. Donc, nous devons continuer à avancer».

# Les champions du capital investissement

## Michel Abrogoua, PAPH



Pionnier du capital investissement en Afrique subsaharienne, Michel Abrogoua a signé en mars 2018, via Phoenix Africa Partners Holding, un partenariat stratégique avec China Railway Construction Corporation International (CRCCI). Titulaire d'un MBA finance et banque de Adelphi University (New York), Michel est l'un des premiers privés africains à signer avec CRCCI.

## Papa Ndiaye, Directeur général d'AFIG



Papa est un acteur connu du capital investissement en Afrique. Avant les fonds AFIG, il était membre fondateur et directeur des investissements de EMP

(maintenant ECP). Auparavant, il avait des responsabilités d'investissement au sein du département Afrique de l'IFC et a aidé à lancer plusieurs fonds phares en Afrique. Il a également travaillé chez Salomon Brothers en 1988 avant de rejoindre le groupe Emerging Markets de JP Morgan en 1992 au sein du groupe M & A en Amérique latine et a été conseiller économique du président sénégalais Wade en 2000.

## Noël Ecloo, Cauris Management



Noël Yawo Eklo, co-fondateur, est à Cauris Management depuis 1995, année du démarrage des activités de Cauris Investissement, le premier fonds sous gestion de la société. Il est co-fondateur de Cauris Management, la société de gestion de capital-investissement au sein de laquelle, il a occupé

plusieurs fonctions opérationnelles avant d'en prendre la direction en 2002. Sous la nouvelle direction de Noël Yawo Eklo, Cauris Management est passée d'un fonds initialement de 8 millions d'euros sous gestion, à trois fonds aujourd'hui pour un montant total de 83 millions d'euros. Noël Yawo EKLO a su structurer et réaliser plusieurs transactions d'investissement et de désinvestissement. Il est par ailleurs membre du Conseil d'Administration et/ou du Comité Stratégique de sociétés du portefeuille parmi lesquelles CELTEL BURKINA, CDCI, BBG-CI, SODIGAZ, FIFA, BOA-BF et AFG/BACI.

## Aziz Mebarek, AfricInvest

Diplômé de l'Ecole Nationale des Ponts et Chaussées (Paris) en 1987, Aziz Mebarek, né en 1963, a d'abord dirigé le groupe tunisien de sidérurgie Tunisiac, filiale du groupe italien Ilva, de 1991 à 1994. Il participe à cette date à la constitution du Groupe financier AfricInvest, spécialisé dans le capital investissement et le conseil financier. Aujourd'hui, AfricInvest fait partie des principales sociétés de capital investissement en Afrique du Nord et en Afrique subsaharienne, avec près de 1,5 milliard USD d'actifs sous gestion dans 18 fonds de capital-investissement et sponsorisés par de prestigieuses IFD, investisseurs privés et institutionnels d'Afrique, d'Asie et d'Europe et Amérique du Nord.



## Alain et Cyril Nkontchou, Enko Capital



en 2009, Cyrille Nkontchou crée, avec son frère Alain, Enko Capital, une banque d'investissements, basée en Angleterre et en Afrique du Sud. Alain gère la branche britannique, alors que Cyrille est à la tête du groupe africain. Quatre ans plus tard, Cyril fonde Enko Education Investments et participe ainsi au développement d'écoles et de formations en Afrique.

## Jean Michel Severino, I&P

Né à Abidjan en 1956, il est auteur de plusieurs essais sur le développement dont "Le temps de l'Afrique" paru en mars 2010. Depuis 2011, Jean-Michel Severino est le gérant d'Investisseurs et Partenaires (I&P), fonds à l'origine de la création de 6 000 emplois sur le continent pour des salaires moyens 4 fois supérieurs aux minimums légaux. En 2017, le fonds devait ouvrir un bureau à Nairobi (Kenya). Diplômé de l'École Supérieure de Commerce de Paris (ESCP) en 1978, de l'Université Panthéon-Assas avec une licence de droit en 1978, de l'Université Paris Dauphine avec un DEA d'économie en 1979, de l'Institut d'études politiques de Paris en 1980 et de l'École nationale d'administration (ENA) en 1984, M. Severino a un parcours pluridisciplinaire.



## Michelle Kathryn Essomé, AVCA

CEO de l'Association africaine du capital investissement (AVCA), Michelle Kathryn Essomé, parfaitement bilingue, compte 20 ans d'expérience dans la banque d'investissement, dans les domaines du marketing et des placements en actions, en revenus fixes et en gestion de placements chez Merrill Lynch, Goldman Sachs et JP Morgan. , Lehman Brothers et Nomura. me Essomé est titulaire d'un MBA en finance de la Columbia Business School, où elle a été boursière de la Fondation Robert F. Toigo, et d'un BAA en finance de la Howard University, où elle a reçu des bourses, dont une du Wall Street Journal. Mme Essomé a suivi un cours destiné aux cadres supérieurs en capital-investissement et capital-risque à la Harvard Business School et est la première récipiendaire du prix des jeunes diplômés de l'année de la Columbia Business School (2014). Elle a travaillé aux États-Unis, au Royaume-Uni et en France, a vécu au Niger. Récemment présentée à l'émission «African Women to Watch» de Bloomberg TV, Michelle incarne la femme africaine moderne.



## Vincent Le Guennou, ECP



Co-fondateur du fonds Emerging Capital Partners, Vincent Le Guennou a investi, à travers ce véhicule, dans divers secteurs stratégiques entre 2008 et maintenant. Le temps du retour sur investissement a sonné pour nombre de ses projets. Un homme à suivre en 2019.

## Dan Matjila, PIC



Il dirige le plus grand fonds africain (150 milliards de dollars) depuis 14 ans. Dan Matjila a pro-

posé sa démission courant novembre et devrait, logiquement, quitter le fonds en janvier 2018. Cette démission entraînera des changements à la structure exécutive et au conseil d'administration de PIC. Le PIC gère plusieurs fonds dont celui de la Caisse de retraite des employés du gouvernement. C'est le plus grand investisseur de la JSE.

## Ashish J. Thakkar, MCL

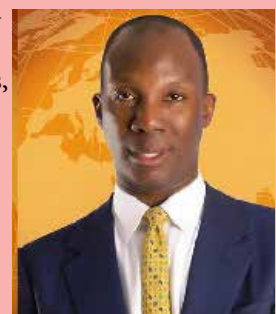
Né en Grande-Bretagne et d'origine indienne, Ashish J. Thakkar emploie aujourd'hui plus de 11



000 personnes dans 25 pays africains. Ashish Thakkar siège à la présidence de la Fondation des Nations unies, ainsi que du Global Entrepreneurs Council.

## Babatunde Soyoye, Helios Partners

Fondateur du fonds panafricain Hélios, Babatunde Soyoye et son associé, Tope Lawani, comptent un portefeuille investi de 3 milliards de dollars dans divers projets au Nigeria et en Afrique.



# Produits nets bancaires

## Idrissa Nassa, Coris Bank International



Burkinabé, autodidacte, Idrissa Nassa a acquis ses galons dans le commerce de produits divers, l'import-export et la distribution de pièces détachées, de riz et de sucre. En 1998, il reprend la Financière du Burkina (FIB-SA), une petite banque déficitaire, devenue aujourd'hui Coris Bank International, cotée à la Bourse des valeurs mobilières d'Abidjan et présente au Burkina Faso, au Mali, au Sénégal, en Côte d'Ivoire, au Togo et au Niger. Egalement actif dans l'assurance, l'immobilier, l'hôtellerie, l'informatique, le Commerce général, l'imprimerie, Idrissa Nassa fait partie des premiers opérateurs économiques de l'UEMOA.

## Paul Fokam, Afriland First Group

En 2017, China Africa Développement Funds, filiale de la Banque chinoise de développement, et la banque camerounaise, Afriland First Group, ont signé une convention stratégique globale pour promouvoir le développement des projets en Afrique. Cette convention signée par les présidents des deux institutions fait du Dr Paul Fokam, président d'Afriland First Group, le partenaire stratégique du fonds Sino Africain et de China Africa Development Funds dans 54 pays africains.



## Mike Brown, Nedbank

Il a défendu et obtenu la prise de participation (20%) de Nedbank dans Ecobank, formant le plus grand pont bancaire entre l'Afrique du Sud et le reste du continent.



## Ade Ayeyemi, Ecobank

A la tête d'Ecobank depuis mars 2015, Ade Ayeyemi a restructuré le réseau au profit de la digitalisation. Un pari gagnant au vu des premiers résultats.



## Thierno Seydou Nourou Sy, BNDE

Thierno Seydou Nourou Sy, directeur général de la Banque Nationale pour le Développement Economique (BNDE), a réussi sa mission de faire de cette institution un outil de financement des politiques publiques. A la fin 2017, le total bilan affiché par la banque sénégalaise est de 141 milliards FCFA en progression annuelle de 53 milliards FCFA en valeur absolue, et plus de 60% en valeur relative.



## Binta Touré Ndoeye, Oragroup

Avec l'année 2018, Oragroup a entamé la plus grosse OPV à la Bourse d'Abidjan. Ainsi, trois ans après la prise de fonction de Binta Ndoeye Touré en tant que directeur général, cet événement marque l'accélération de la mutation d'Oragroup, d'une petite banque sous-régionale à une grande banque panafricaine. «Notre entrée en bourse qui est la plus importante sur le marché boursier de la BRVM depuis sa création, correspond pour nous à un moment très stratégique de notre institution. 2018 représente le 10ème anniversaire de l'entrée dans notre capital d'ECP (Emerging Capital Partners, ndlr). 2018 correspond également à l'affichage d'une ambition très forte pour l'Afrique, pour une présence encore plus marquée. L'entrée en bourse correspond à un moment stratégique pour lever des fonds destinés à poursuivre une croissance encore plus forte, à servir nos clients, et destiné surtout à financer le secteur économique de nos pays de présence» déclarait-elle à Financial Afrik. Binta Touré Ndoeye a effectué la première partie de sa carrière au sein du Groupe Ecobank. Elle a été notamment Directrice Générale d'Ecobank Mali (2007) et en charge des projets stratégiques du Groupe (2013). De nationalité malienne, elle est titulaire d'un MBA en Finance et en Économie Internationale et de Développement (University of Central Oklahoma).



## Mohamed El-Kettani, Attijariwafa Bank

Mohamed El-Kettani aura été, sur la base de l'expansion géographique et des emplois créés sur le continent, le plus panafricain des banquiers maocains. Sous son leadership, Attijariwafa Bank est devenu la première banque de l'Afrique du Nord et de la zone CFA. Entamée en 2008 avec l'acquisition de BIM.SA, l'aventure africaine se poursuit désormais en dehors des zones francophones de confort. Après le coup de maître que fut la reprise, en 2017, de Barclays Egypt, intégrée entièrement dans le périmètre du groupe, de nouvelles acquisitions s'annoncent en Afrique de l'Est. L'Éthiopie, le Kenya et le Rwanda sont dans le viseur. Diplômé de l'ENSTA - Paris Tech, Mohamed El-Kettani est un cadre maison qui a participé activement à la fusion entre BCM et Wafa Bank, le big bang du renouveau bancaire marocain, qui donnera naissance à Attijariwafa Bank à l'orée de l'année 2004. D'abord directeur général des pôles banque de la grande clientèle et de l'international et banque d'investissement et directeur de la planification du programme de fusion de AWB, il devient logiquement président-directeur général en 2007.



## Tony Elumelu, UBA

Nigérian, titulaire d'une licence de l'université d'Ambrose Alli et d'une maîtrise en sciences de l'Université de Lagos, Tony Elumelu, né en 1963, a acquis United Bank For Africa en 2005. Treize ans plus tard, cette institution est présente dans 19 pays africains. Après sa retraite de UBA en 2010, Elumelu a fondé Heirs Holdings, société qui investit dans les secteurs des services financiers, de l'énergie, de l'immobilier et de l'hôtellerie, de l'agroalimentaire et des soins de santé. La même année, il a créé la Fondation Tony Elumelu, une organisation philanthropique basée en Afrique et financée par l'Afrique. En octobre 2018, la Fondation Tony Elumelu a réuni 5000 jeunes entrepreneurs au Nigeria, soit le plus grand rassemblement d'entrepreneurs africains.



## Thierry Taeymans, Rawbank RDC

Avec quatre-vingts agences et un bilan de plus de 1 milliard de dollars, la Rawbank, fête ses 15 ans de la plus belle des manières. LePDG, Thierry Taeymans, y est pour beaucoup dans ce succès.



## Henri-Claude Oyiman BGFI

Son histoire avec la banque commence en 1996 quand ils reprennent l'ancienne filiale gabonaise de Paribas. La Banque gabonaise et française internationale (BGFI) est aujourd'hui la première banque de la zone CEMAC, avec des ramifications dans différents secteurs dont l'assurance.



## Alioune Camara, BRM

Le dossier de demande d'agrément d'implantation au Niger et en Côte d'Ivoire déposé par la BRM (Banque régionale des marchés), du Sénégalais Alioune Camara, a été approuvé. La banque démarre véritablement son expansion régionale par Abidjan (opérationnel depuis la mi 2017), le Niger (incessamment) et, certainement, d'autres horizons. La banque d'affaires a pris du galon.



## Jean Luc Konan, Cofina



En 2018, il a réalisé l'une des plus importantes opérations de cession à un fonds de capital investissement avec l'ouverture d'un tiers du capital de Cofina à Mediterrania Capital Partners. Avec cette opération, Jean Luc Konan semble avoir les moyens de donner à son groupe une envergure africaine. Cofina qui couvre l'UEMOA et la CEMAC apporte au monde de la finance le chaînon manquant entre la banque et la microfinance.

## Othman Benjelloun, le génie de la banque

Président de la holding Finance.com, maison-mère du groupe BMCE Bank Of Africa, Othman Benjelloun, 86 ans, incarne l'audace et l'anticipation. La plus haute tour d'Afrique qu'il est entrain de construire à Rabat, longue de 250 m, un investissement de 262 millions d'euros, couronne une carrière riche pour l'homme d'affaires qui prend le contrôle de la Royale Marocaine d'Assurances (RMA) à la fin des années 80 puis la BMCE Bank en 1995, dans le cadre d'un programme de privatisation. En 1998, il rachète la compagnie d'assurances Al Watan-ya pour 300 millions €. La fusion des deux entités fait du banquier originaire de Fès le premier assureur marocain. Son groupe qui combine banque, assurance et télécom, s'était associé en 1999 avec l'espagnol Telefonica et Portugal Telecom pour acquérir la deuxième licence de téléphonie mobile au Maroc pour 1 milliard d'euros (un record à l'époque). Méditel (aujourd'hui Orange) était né, s'imposant rapidement en challenger de Maroc Télécom. Mais la touche de Benjelloun reste toujours présente dans la banque. La BMCE Bank se dote de la première salle de marché moderne du secteur bancaire marocain dans les années 2000. En 2007, il acquiert la holding Bank Of Africa, qui lui ouvre alors toute grande la rive sud du Sahara.



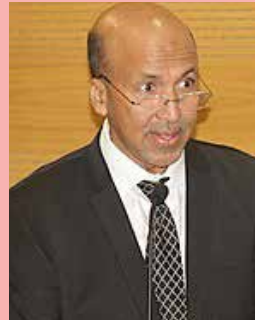
## Hervé Boyer, Stanbic Bank

L'un des faits marquants de l'année 2018 aura été l'arrivée de la plus grande banque d'Afrique dans la région d'Afrique de l'Ouest francophone. Standard Bank a ouvert une licence bancaire à part entière à Abidjan, en Côte d'Ivoire, qui se concentrera sur les besoins des clients des Banques de Financement et d'Investissement. Sous la houlette de Hervé Boyer, PDG, la banque compte rapidement jouer les premiers rôles.



## Mohamed Nouegued, BNM

Leader de l'activité bancaire en Mauritanie, le groupe BNM est entrain d'étendre ses tentacules dans la sous-région. Le flair de Mohamed Nouegued, en digne héritier de son père, y est pour beaucoup.



## Sim Tshabalala, Standard Bank



En 2017 Standard Bank Group Ltd. a nommé Sim Tshabalala au poste de directeur général, mettant fin à un double rôle qu'il partageait avec Ben Kruger et faisant de lui le premier Noir à diriger la plus grande banque commerciale d'Afrique par l'encours crédit et les actifs. Depuis, le banquier s'est imposé, ce qui n'était pas donné dans l'univers conservateur de la finance.

La Standard Bank est détenue à 20,1% par la Industrial and Commercial Bank of China et à 11,9% par le fonds de gestion des pensions du secteur public sud-africain PIC.

## Paul-Harry Aithnard, Ecobank Côte d'Ivoire

L'année 2018 marque un nouveau cap dans la carrière de Paul-Harry Aithnard. L'ancien directeur groupe en charge des valeurs mobilières, de la gestion de patrimoine et d'actifs, est devenu en août dernier, le directeur général d'Ecobank Côte d'Ivoire et directeur régional pour la zone UEMOA. Paul-Harry Aithnard succède à Charles Daboiko, appelé à faire valoir ses droits à la retraite.



# Les assureurs de la transformation

## Pathé Dione, l'assureur panafricain

Ancien Directeur Afrique de UAP International puis du Groupe AXA, M. Dione, avec l'aval de Claude Bébear, lance SUNU Finances Holding en 1998. Une année plus tard, SUNU Finances rachète 5 filiales du Groupe AXA, à savoir CSAR-Vie, devenue Union des Assurances du Sénégal Vie (UASen-Vie), UAT-Vie au Togo, UBA-Vie au Bénin, UAC en Centrafrique et UGAN-IARD au Niger. En 2004, Axa qui a sans doute décidé de se recentrer sur l'IARD, céda ses 3 filiales-Vie en Côte d'Ivoire, Cameroun et Gabon au groupe SUNU. L'UAT-IARD au Togo, filiale de AXA, viendra s'ajouter au groupe qui a opère sous la marque consolidée de Sunu. Dernière en date, la reprise annoncée de 5 filiales du groupe Allianz. Le groupe qui a résisté à toutes les sollicitations mise sur une indépendance qui n'exclue pas cependant des partenariats stratégiques.



## Janine Diagou, à l'ombre du patriarche

Après avoir développé l'assurance au niveau national et régional depuis 1995 et investi dans la banque à travers NSIA Banque (cotée à la BRVM), Jean Kacou Diagou est entrain de passer le flambeau progressivement à sa fille Jeanine Diagou, ancienne cadre de Citibank, qui a rejoint le groupe familial en 1999. Il s'agit d'une expérience vivante de la transmission de capital en Afrique. Présidente du Conseil d'Administration de Diamond Bank SA et Directrice Générale du groupe NSIA, Jeanine semble déjà s'être faite un prénom. Titulaire d'un Bachelor Of Business Administration (IFAM Paris) et d'un Master in Science of Finance (Middlesex University London), cette femme de caractère doit poursuivre le développement du groupe en lui gardant son caractère panafricain.



## Seybatou AW, Aveni-Ré



Après une année 2017 qui a vu la première compagnie privée de réassurance en zone CIMA procéder à une augmentation de capital réussi (à désormais 16 milliards de FCFA) et restructurer son conseil d'administration sous la conduite de son président, Seybatou Aw., 2019 devra concrétiser les orientations stratégiques. «Conformément à notre plan stratégique 2015-2018, nos perspectives tournent autour d'une recherche plus accrue d'opportunités d'affaires sur les marchés de base et sur de nouveaux marchés, une politique de recouvrement et d'encaissement plus efficiente, une forte mobilisation

du personnel autour de notre culture d'entreprise, une structure organisationnelle plus améliorée, conformément aux normes, règles et usages dans le secteur de la réassurance, avec des compétences clés développées dans chaque domaine et une politique de gestion des ressources humaines plus attractive», déclarait Seybatou Aw à Financial Afrik.

## Majdi Yassine, Saham Sénégal,



CEO de Saham Sénégal depuis 2011, Majdi Yassine est l'un des plus jeunes dirigeants de compagnie

d'assurance dans la zone CIMA. Lauréat de HEC Paris et de l'Ecole Supérieure universitaire de Gestion de Toulouse, Majdi a gravi tous les échelons de son domaine d'activité. Son portefeuille relationnel va de Dakar à Paris en passant par Casablanca et Beyrouth.

## Ramsès Arroub, Wafa Assurance

De retour depuis mai 2018 à la tête de Wafa Assurance, qu'il avait dirigé par le passé, Mohamed Ramsès Arroub est diplômé de Polytechnique et de l'Ecole des Mines

de Paris. Son retour en tant que PDG de la compagnie leader au Maroc devrait relancer la stratégie africaine du groupe. Ramsès Arroub, un ancien de Saham, a débuté sa carrière au sein du cabinet d'audit Arthur Andersen. L'année 2019 verra sans doute une accélération de l'implantation de Wafa Assurance en Afrique subsaharienne.



## Roger BOA Johnson, Axa Côte d'Ivoire

Directeur général d'Axa Côte d'Ivoire et ancien président de l'Association des Sociétés d'assurance locales (ASACI), Roger Boa Johnson est l'une des figures de proue du secteur ivoirien des assurances. «Après deux mandats à la tête de l'association, le travail abattu est immense, notamment avec le renforcement des relations avec la tutelle, le Ministère de l'Economie et des Finances, les partenaires nationaux (ANCARCI, ANECI, ACPCI...) et internationaux (CIMA, FANAF, FMSAR, FFA), la rédaction en cours de nouvelles conditions générales d'assurance maladie, le suivi du projet de réforme relatif à la retraite complémentaire initiée par la CNPS, la sensibilisation des membres au règlement rapide des sinistres (surtout automobiles), la dématérialisation du certificat d'assurance transport, la mise en place de la Médiation de l'Assurance et du CPFA de concert avec la Direction des Assurances», déclarait-il à Financial Afrik.



## Richard Lowé, Activa

En 1998, il lance Activa Assurance. Dès 2002, le groupe lance Activa Vie anticipant sur ce qui constituera la grande vague de la décennie. En 2009, une première acquisition est opérée au Ghana donnant naissance à Activa International Insurance Ghana, actuellement 5e sur le marché ghanéen. Une stratégie qui s'est poursuivie avec la prise de contrôle courant 2013 de deux sociétés guinéennes. Le groupe envisage de s'implanter en RDC.



## Patrice Motsepe, BEE

Agé de 56 ans, Patrice Motsepe est un homme d'affaires sudafricain, directeur et fondateur de African Rainbow. Il détient une participation dans Sanlam, la compagnie d'assurance qui a acquis récemment le groupe Saham. Patrice Motsepe est devenu le premier partenaire noir dans le cabinet d'avocats Bowman Gilfillan à Johannesburg. Une position acquise au lendemain de la fin de l'Apartheid et qui lui ouvre les portes du secteur minier.



# Agro-industrie, immobilier, pétrole, mines & énergie

## Madani Tall, Groupe Envol Immobilier

Cet ancien haut commis de la Banque Mondiale est à la tête du groupe Envol Immobilier, qui développe plusieurs projets d'infrastructures sous forme de PPP. Le tout dernier contrat du groupe porte sur la construction de la future université de San Pedro. Envol Immobilier dirigé par le trio Madani Tall, Moktar Thiam et Aminata Niane, symbolise l'expertise africaine.



## Denis Mark Bristow, Afrique du Sud

Il est l'homme de la fusion Randgold Barrick qui a donné naissance à un mondial de l'or. Dr Denis Mark Bristow, ex DG de Randgold, promu à la tête de Barrick Gold à l'issue de l'opération, est catégorique: l'avenir de l'entreprise se jouera en Afrique». Né à Estcourt, en Afrique du Sud, Bristow a fréquenté le lycée d'Estcourt puis a obtenu un baccalauréat et un doctorat en géologie de l'Université du Natal. Dans les années 1970, il était officier dans l'armée sud-africaine et assistait activement au service actif contre la guérilla au Swaziland et en Angola.



## Adama Bictogo, Sendai

L'homme d'affaires et homme politique (parmi les plus en vue du parti au pouvoir) prend du poids dans la sphère économique. PDG du groupe SNEDAI, il a sous son contrôle une dizaine de filiales allant des TIC au transport en passant par l'énergie et le BTP. En pôle position sur le secteur de la biométrie (passeport, visa, documents administratifs), Adama Bictogo a arafé le marché de la construction des 4 000 logements en préfabriqué qui ont abrité les athlètes des jeux de la Francophonie, estimé à 20 milliards FCFA, soit 30,5 millions d'euros.



## Jean-Louis Billon, SIFCA

Membre du Secrétariat Exécutif du Parti démocratique de Côte d'Ivoire (PDCI) et porte-parole adjoint de ce parti, Jean-Louis Billon ne cache plus ses ambitions politiques en perspective de l'alternance générationnelle de 2020 qui se profile. Aussi, l'ancien ministre du commerce et toujours premier industriel d'Afrique de l'Ouest (groupe Sifca et filiales) est l'homme à suivre sur les trois prochaines années.



## Mostafa Terrab, OCP

Sous la présidence de cet emblématique économiste, le groupe Office chérifien des phosphates (OCP), déjà leader mondial de l'exportation de cette matière première, est devenu numéro un de la production des engrais. A l'inverse de la plupart des groupes miniers du continent, l'OCP transforme la matière première (phosphates) en produits chimiques et en engrais. Mostafa Terrab est titulaire d'un diplôme d'ingénieur de l'École nationale des ponts et chaussées (1979), d'un master en ingénierie (1982) et d'un doctorat d'État en Recherche opérationnelle (1990) du Massachusetts Institute of Technology.



## Aliko Dangote, Nigeria

En 2013, Aliko Dangote fut le tout premier entrepreneur africain à atteindre une fortune de 20 milliards de dollars. En 2016, le nigérian poursuivait ses investissements en lançant Sun Trust, une banque à 100% digitale. Premier cimentier africain, Dangote veut introduire sa compagnie, Dangote Cement, à la Bourse de Londres, courant 2019. La Société est cotée à la Bourse de Lagos pour une valorisation de 9,6 milliards de dollars.



## Mohamed Dewji, Tanzani

Premier employeur de la Tanzanie avec 28 000 salariés, Mohamed Dewji est le plus jeune milliardaire africain. Sa société MeTL Group, est actif dans 12 pays d'Afrique, notamment dans les régions orientales et du sud du continent. De 30 millions de dollars en 1999, le groupe a vu son chiffre d'affaires grimper durant les 20 dernières années. Il est estimé à 1,5 milliard de dollars actuellement, ce qui représente plus de 3,5% du Produit intérieur brut (PIB) tanzanien. Le conglomérat est présent dans divers secteurs tels que l'agriculture, le pétrole, la manufacture légère, l'immobilier voire les assurances, pour ne citer qu'eux.



## Mohamed Kagnassy, West Wind SA

Mohamed Kagnassy est le PDG de West Wind SA, une société présente en Afrique de l'ouest et du centre dans les domaines des mines et de l'agriculture. Membre d'une famille malienne qui a fait ses preuves dans l'agrobusiness, Mohamed Kagnassy est également conseiller en développement rural auprès du président Alpha Condé. Convaincu que « seule une agriculture moderne peut accroître les revenus des paysans et contribuer à une croissance soutenue », Il met la technologie et l'innovation au service du monde rural en créant la plateforme digitale Kobiri. Une application mobile destinée aux cultivateurs et éleveurs guinéens qui peuvent aujourd'hui facilement accéder aux moissonneuses-batteuses, tracteurs, engrais, bétails, produits vétérinaires, inséminations... Une première en Afrique de l'Ouest.



## Babacar Ngom, Sedima

Président du Club des investisseurs sénégalais nouvellement créé, Babacar Ngom a fait de son entreprise, Sedima (Aviculture) le symbole de la réussite à la sénégalaise. Parti de rien, d'un GIE (Groupement d'intérêt économique) en 1988 à une SARL en 1992, puis une Société Anonyme (SA) avec un capital de 500 millions en 1997, l'industriel estime qu'il est temps de créer les champions nationaux. Pionnier dans le secteur de l'aviculture au Sénégal, M. NGOM en est le leader aujourd'hui à travers son groupe SEDIMA, qui emploie plus de 300 personnes et fait un chiffre d'affaires annuel de 15 milliards de FCFA. Entrepreneur né, M. Nom a créé une société immobilière dénommée SPI en 2001, puis BATIX, spécialisée dans la construction en 2012.



## Folorunsho Alakija, Nigeria

Avec une fortune estimée à 1,6 milliard de dollars, cette femme nigériane incarne l'Afrique résiliente. En 1970, elle est simple secrétaire à la banque International Merchant Bank of Nigeria. En 1986, après des études de mode à Londres, elle est désignée meilleure styliste du Nigeria. Couturière du président Ibrahim Babangida, elle se lance dans l'imprimerie en 1991. En 1993, elle acquiert une licence de pétrole, le bloc OPL 216, large de 250 000 hectares. Elle s'accroche, refuse de vendre et s'associe à Texaco. En 2000, le bloc pétrolier est estimé à 1 milliard de barils. Aussi, Folorunsho Alakija, est aujourd'hui l'une des rares africaines milliardaires en dollars.



## Ylias Akbaraly, la force de la diversification

Première fortune de Madagascar et quatrième d'Afrique francophone, Ylias Akbaraly, 57 ans, PDG du groupe Sipromad, un conglomerat de 25 sociétés opérant dans divers secteurs. Fondée en 1972 par son père, un homme d'affaires issu d'une famille d'immigrés indiens, la société est à la base dédiée aux produits d'entretien. Sipromad affiche un chiffre d'affaires annuel de 180 millions d'euros et plus de 3.000 emplois directs et indirects à Madagascar. En août 2018, le Groupe Sipromad a signé son entrée sur le marché français en s'offrant les activités civiles de Thomson Broadcast.



## Issad Rebrab, Cevital

Cet algérien de 71 ans est à la tête du conglomerat algérien Cévital, tourné vers l'industrie, l'électroménager et leader de l'agroalimentaire en Afrique. Son patrimoine est estimé à 3,1 milliards de dollars cette année. Sa force principale reste l'internationalisation de ses activités sur les deux rives de la Méditerranée. Les nombreux projets de l'industriel algérien en Afrique Subsaharienne semblent pâtir du tropisme français et européen de l'homme d'affaires. Dans un entretien qu'il a accordé au média Financial Afrik, le riche homme d'affaires algérien, patron du groupe Cevital, Issad Rebrab, a évoqué les projets qu'il compte lancer, d'ici la fin de l'année, pour les exportations. « Notre objectif pour les trois prochaines années est d'amener la barre de nos exportations à trois milliards d'euros par année, deux milliards proviendront de l'électroménager », a déclaré Rebrab. Précisant que les exportations de son groupe, sont diverses et couvrent aussi bien l'Afrique que d'autres continents. Issad Rebrab a annoncé également lors de l'interview, qu'il compte lancer un projet de grande envergure, ce dernier consiste en la production à des fins d'exportation de membranes et d'unités de dessalement de l'eau de mer et de production d'eau ultra pure pour les industries pharmaceutiques, agroalimentaires, des semi-conducteurs et pour le traitement des eaux de gaz et de pétrole de schiste. « Actuellement, toutes les transactions tournent autour des hydrocarbures et des matières premières. Durant les 15 ou 20 prochaines années, ces échanges se concentreront autour de l'eau, ressource vitale qui deviendra rare ».



## Hassanein Hiridjee, Madagascar

Avec l'acquisition de la licence Tigo au Sénégal, aux côtés de Xavier Niels et Yerim Sow, le malgache Hassanein Hiridjee signe son entrée en Afrique de l'Ouest francophone. À la tête de l'opérateur Telma depuis plus de dix ans, Hiridjee est présent dans le secteur bancaire (BNI), l'immobilier (First Immo), les matériaux de construction (Ocean Trade), la distribution pétrolière (Jovenna), la production d'électricité (Électricité de Madagascar) et l'agro-industrie. L'homme crédité d'un patrimoine de 300 millions de dollars selon Forbes compte se développer en Afrique de l'Ouest, dans les télécoms et l'immobilier de luxe.



## Apollinaire Compaoré, Planor Afrique

Burkinabé, Apollinaire Compaoré, 66 ans, est un miracle né du secteur informel. D'abord vulcanisateur (réparateur de pneus), vendeur de tickets de loterie, mais surtout épargnant fondamentaliste, il fonde sa première société, Volta Motors, en 1984. Aujourd'hui, il est à la tête d'un empire tentaculaire qu'il a fondé brique par brique sur trente ans. Planor Afrique va des télécoms, aux assurances en passant par la banque. Wendkuni Bank International (WBI) a démarré ses activités en juillet dernier. En octobre 2018, Compaoré étreint enfin son bâton de maréchal en accédant à la tête du patronat du Burkina Faso (CNPB).



# Les promoteurs touristiques

## Sol Kerzner, Afrique du Sud



Promoteur de la station balnéaire de Mazagan (Maroc), ce milliardaire sud-africain a réinventé l'hôtellerie, en le réconciliant avec les loisirs, le golf et le casino. De l'extravagant Atlantis The Palm construit en 2008 à Dubaï à la folle Sun City en Afrique du Sud, au mytique mythique Saint Gêran à Maurice, à l'insolite Paradise Island des Bahamas, tout lui réussit. En 2018, Sol Kerzner, 85 ans, s'est retiré des affaires. Il a vendu son empire à Investment Corporation of Dubai. La signature Kerzner, elle, est restée.

## Komé Cessé, Mali



Ses hôtels (les Radisson Blu Bamako et Abidjan) sont plus connus que lui. Car Komé Cessé est d'un naturel discret. Parti de rien, l'enfant du village de Koir, au Mali, un temps cireur de chaussures dans les rues d'Abidjan, a su développer ses affaires dans le négoce du textile entre le Libéria et la Côte d'Ivoire et entrer dans le cercle fermé de l'hôtellerie de luxe. En peu d'années, il s'est hissé au firmament des hommes d'affaires de la sous-région. « Je suis Soninké. Chez nous, il y a des valeurs fondamentales comme le respect de la parole donnée, mais également le sens de l'épargne. En somme, je crois que ma recette a été de ne jamais oublier d'où je viens », déclarait-il dans un entretien avec Financial Afrik. De nouvelles ouvertures sont prévues en 2019.

## Abdellatif Kabbaj, Maroc

Abdellatif Kabbaj, président du groupe Kenzi Hotels (Maroc), est l'un des rares pionniers du tourisme marocain qui a su nouer des alliances solides en restant indépendants. Le premier hôtelier marocain en nombre de chambres (hors multinationales) est le président de la Confédération nationale du tourisme (CNT). Formé à l'École hôtelière de Rabat, réceptionniste un temps, il fonde son entreprise, en 1991. Kenzi Hotels Group, allié à des partenaires libyens, gère aujourd'hui dix hôtels au Maroc : à Marrakech, Casablanca, Agadir, Ouarzazate, Errachidia.



## Mossadeck Bally, Mali

En 25 ans, ce malien né à Niamey a construit le premier réseau hôtelier d'Afrique francophone. L'aventure de l'homme d'affaire dans le monde de l'hôtellerie a débuté en 1993 par le rachat du Grand Hôtel de Bamako mis en vente par le gouvernement malien. La chaîne hôtelière Azalaï est présente aujourd'hui au Mali, en Guinée, au Burkina, au Bénin, en Mauritanie et bientôt au Sénégal et dans d'autres pays de l'Afrique de l'ouest. « Notre but, c'est d'être présents dans les huit pays de l'UEMOA, puis de nous étendre au Ghana, et au Nigeria », déclarait-il à la presse.



Suivi - Contrôle - Etude  
Technique en Rim



Ksar ZGE 023C, Tél : 222 4525 01 93 - Fax : 222 4525 01 94 - NIF 21100232 - Email - [scetrim@scetrim.mr](mailto:scetrim@scetrim.mr) - Nouakchott - Mauritanie

# Télécoms, Fintech, Monétique

## Blaise AHOUCHEDE, GIM-UEMOA

En quinze ans, Blaise Ahountché et ses équipes ont fait de GIM-UEMOA un exemple réussi d'intégration monétique en Afrique. De 48 banques en 2003, ce sont aujourd'hui 130 banques et institutions financières des 8 pays de l'UEMOA qui ont intégré le réseau, et plus de 7 millions de cartes GIM-UEMOA qui sont utilisées dans les transactions monétiques à travers 10 000 points de service.



## JASON NJOKU, Iroko TV

Iroko TV, le "Netflix africain" est une véritable success story. Le concept de Jason Njoku était simple: prendre les films de Nollywood qui produisent entre 1500 et 2000 films par an et les mettre en ligne. L'apport de 8 millions de dollars d'un fonds d'investissement américain aura été décisif. En 2016, Canal est devenu actionnaire de la société en y injectant 19 millions d'euros.



## Naguib Sawiris, Egypte

Patron de la compagnie Orascom, il a fait l'actualité il y a quelques mois avec la fusion entre la société aurifère canadienne Endeavour dont il est propriétaire à 30% et Acacia Mining, créant ainsi un géant aurifère africain capable de concurrencer le britannique Randgold. En 2015, Naguib Sawiris avait racheté 53% de la chaîne Euronews via Media Globe Networks, confirmant ses ambitions dans le secteur des médias. Face au péril des migrants, Naguib Sawiris déclarait: «La Grèce ou l'Italie, vendez-moi une île, je déclarerai son indépendance, accueillerai les migrants, et leur fournirai des emplois grâce à la construction de leur nouveau pays».



## Strive Masiyiwa, Zimbabwe

L'homme d'affaires zimbabwéen qui a construit l'essentiel de sa fortune en dehors de son pays opère une sorte de retour aux sources. Le tycoon qui avait fui le régime Mugabe revient par la grande porte dans son pays natal en introduisant l'une des filiales de son groupe à la Bourse de Harare. La société envisage de créer une nouvelle entreprise cotée en bourse appelée Cassava Smartech Zimbabwe Ltd., selon une circulaire aux investisseurs. EcoCash, Econet Life, Econet Insurance et Steward Bank Ltd. seront transférés dans la nouvelle entité. Le plus grand opérateur de réseaux haut débit d'Afrique possède environ 40 000 kilomètres de réseaux de fibres optiques transfrontaliers sur le continent et a pour ambition de relier les foyers et les entreprises dans certains des pays les moins connectés au monde. Les actions du fournisseur de services sans fil ont plus que doublé cette année, valorisant l'activité à 7,3 milliards de dollars.



## Thameur Hemdane, Afriqwity

Thameur est pionnier dans le développement du crowdfunding en Afrique. Il est également le fondateur de la plateforme d'equity crowdfunding Afriqwity. Il est par ailleurs le co-président de FPM - Financement Participatif en Méditerranée, une association internationale qui a pour vocation de promouvoir le crowdfunding en Méditerranée et de soutenir son appropriation par les écosystèmes et les territoires. Il est membre actif du Club Afrique de l'AFIC et l'un des initiateurs du Think Tank «Diasporas, Digital et Développement».



## Kabirou Mbodj, Wari

En 2008, Kabirou Mbodje crée Wari, une plateforme digitale de services pour le grand public qui propose les transferts d'argent. Dix ans plus tard, le groupe, devenu leader dans son secteur couvre plusieurs pays. Le groupe qui était en lice pour la reprise de Tigo au Sénégal et, selon nos informations, est en prospection pour la reprise d'au moins une banque, est entrain de conforter son modèle à l'ère des convergences entre banques, télécoms et services financiers spécialisés. En dehors du monde du business, Kabirou Mbodje pratique également l'équitation depuis l'âge de 3 ans, discipline pour laquelle il a remporté plusieurs fois le championnat du Sénégal. Il est capitaine de l'équipe nationale, et fut le trésorier de la Fédération équestre africaine (FEA) lors de sa création en mars 2002.



# Médias, Conseils et Réseaux

## Victor Ndiaye, Performances

Fondateur du cabinet Performances Group il y a plus de vingt ans, Victor Ndiaye est l'un des meilleurs experts dans l'analyse des économies africaines et l'élaboration des plans de développement en Afrique.



## Seynabou Dia, Global Mind Consulting

Seynabou Dia dirige depuis 2012 le cabinet de conseil Global Mind Consulting à cheval entre l'Afrique de l'Ouest et du Centre. Expert dans l'accompagnement et la gestion des relations publiques des acteurs privés et institutionnels de la transformation économique du continent, elle conseille un certain nombre de dirigeants du secteur privé. Global Mind Consulting est aujourd'hui le premier Cabinet de conseil dédié à la gestion des relations publiques des acteurs économiques et politiques en Afrique. En mai 2018, Seynabou Dia a été sacrée "La femme entrepreneur de l'année" au Hub Africa awards 2018 qui s'est tenu à Casablanca (Maroc) en présence du Secrétaire général de la CEDEAO.



## Béchir Ben Yahmed, Jeune Afrique

D'origine tunisienne, Béchir Ben Yahmed a fondé Jeune Afrique à l'orée des années 60. Le magazine politique le plus influent en Afrique francophone semble s'orienter dernièrement vers l'organisation d'événements d'affaires dont le plus emblématique reste l'Africa CEO Forum.



## Didier Acouetey, Afric Search

L'un des tous premiers chasseurs de têtes et de talents au profit des multinationales et des entreprises en Afrique. Didier Acouetey est aussi initiateur de grands événements au profit du secteur des affaires.



## Adama Ndiaye, FANAF

Ancien commissaire contrôleur de la CIMA (Commission Interafricaine des Marchés d'Assurances en Afrique) Adama Ndiaye est le Président de la Fédération Africaine des Sociétés d'Assurances de Droit National (FANAF). Il est l'un des meilleurs experts du secteur, ce qui lui vaut d'être porté à la tête du pool pétrolier et gaz formé par les compagnies d'assurance au Sénégal.



## Mandaw Kandji, IFAGE

Patron du groupe IFAGE (formation dans les métiers de l'assurance) et ancien contrôleur CIMA, Mandaw Kandji, est l'un des experts les plus écoutés du secteur de l'assurance en zone CIMA. A ce titre, il participe à la réorganisation de nombreuses structures de supervision au Sénégal et dans la sous région.



## Constant Nemalé, Africa 24

AFRICA24 qu'il a initié en 2009 emploie 90 personnes de 23 nationalités. Dotée d'un large réseau de correspondants à travers le continent africain, AFRICA24 se positionne comme la première chaîne d'information francophone bénéficiant de la plus large audience en Afrique parmi les chaînes d'information internationales.



# Les 5 meilleurs ministres africains des finances

Pour cette troisième édition du classement des meilleurs ministres africains des finances, nous avons simplifié les critères, ramenés à 2 : La croissance du PIB (10 points, soit 1 point par point de croissance), la capacité de mobilisation des ressources et la qualité du leadership (10 points) constituent les deux paramètres de différenciation. Ce dernier volet (le leadership) beaucoup plus difficile à mesurer, a trait à la capacité du ministre à défendre sa vision, au caractère innovant de sa démarche et à l'impact social potentiel en termes de création d'emplois et de résorption de chômage. Voici les résultats obtenus.

**1. Romuald Wadagni, Bénin**



**2. Ahmed Shide, Ethiopie**



**3. Adama Koné, Côte d'Ivoire**



**4. Amadou Bâ, Sénégal**



**5. Ken Ofori-Atta, Ghana**



En 2018, les économies africaines ont bénéficié du rebond des matières premières. Après une période 2016-2017 marquée par un tassement sévère, l'optimisme est de mise. La Banque mondiale annonce 3,1% de croissance pour l'année en cours et 3,6% en 2019. Les pays non pétroliers sont les plus prometteurs à l'instar de l'Ethiopie, qui réalise la plus forte croissance du continent, loin cependant de son objectif de 11%. La puissance des plateaux a procédé à un changement du ministre de Finances en octobre dernier afin de mieux capter les investissements directs étrangers pour

marché à des coûts exceptionnellement bas. Le ministre béninois innove en ouvrant une alternative appelée à s'amplifier. Les cinq économies qui sont ainsi sélectionnées sur une liste de 54 pays, en combinant les différents ratios de croissance, de mobilisation des ressources et de leadership dans l'amélioration de l'environnement des affaires et l'inclusion économique et financière, sont toutes en forte croissance. Leurs défis sont cependant les mêmes, liés d'une part à la surveillance d'un endettement préoccupant, non au niveau du ratio dette/PIB qui reste, en zone UEMOA,

béninois des Finances, en poste depuis le 7 avril 2016, trouve sa justification dans la mobilisation des financements aux meilleures conditions. Le diplômé de Harvard Business School, ancien de Deloitte France, insuffle de nouveaux procédés dans des administrations financières souvent conservatrices. En plus de l'offensive sur le marché des capitaux, le ministre, issu du secteur privé, a initié des réformes courageuses en s'attaquant à la gestion de la masse salariale, à la restructuration des dettes contractées par l'ancien régime et à l'assainissement des finances publiques. La croissance attendue de 5,6% en 2018

au tournant. Tout près du Ghana, la Côte d'Ivoire, en programme triennal avec le FMI, continue de battre des records de croissance. En dépit des difficultés conjoncturelles du secteur et des inquiétudes du marché financier par rapport à la filière cacao, le pays poursuit un trend positif. Le taux de croissance de 7,8% enregistré en 2017 a démontré la capacité de résilience du pays. La Côte d'Ivoire compte une faible capacité d'endettement de 42,7% du PIB/. En poste depuis le 12 janvier 2016, l'ex-patron du Trésor ivoirien, est diplômé du Cycle Supérieur de l'Ecole Nationale d'Administration de Côte d'Ivoire (option Trésor), titulaire d'un Master of Business Administration (MBA), option : Finances et Comptabilité obtenu à Adelphy University (New York), d'une licence en Sciences Economiques délivrée par l'Université d'Abidjan et du Baccalauréat série G2 obtenu au Lycée Technique d'Abidjan. Le Sénégal reste lui aussi sur un trend élevé. Le pays qui cumule une croissance cumulée de 6% depuis 2014 est confronté à une tension passagère sur le budget. La nouvelle stratégie pays (2019-2023) en cours de lancement devrait consolider les acquis en matière de croissance et de développement économique social. La question de la dette reste prégnante. Titulaire d'une maîtrise es Sciences économiques suivi d'un cycle de perfectionnement à l'institut international d'Administration Publique de Paris et Baltimore, Amadou Bâ est le Fruit de la méritocratie au sein de l'administration fiscale sénégalaise. Le ministre qui fut directeur général des Impôts et domaines, est en poste depuis le septembre 2013. Des cinq grands argentiers repertoriés dans ce classement, il est le plus ancien au poste.

**Croissance du PIB**

|               |      |
|---------------|------|
| Ethiopie      | 7,7% |
| Côte d'Ivoire | 7,2% |
| Sénégal       | 6,9% |
| Bénin         | 6,8% |
| Ghana         | 5,6% |

**Leadership**

|               |          |
|---------------|----------|
| Bénin         | 8 points |
| Côte d'Ivoire | 5 points |
| Ghana         | 5 points |
| Ethiopie      | 5 points |
| Sénégal       | 5 points |

**Classement**

|               |      |
|---------------|------|
| Bénin         | 14,8 |
| Ethiopie      | 12,7 |
| Côte d'Ivoire | 12,2 |
| Sénégal :     | 11,9 |
| Ghana         | 10,6 |

financer une capacité énergétique rattrapée par des années d'expansion continue. Le nouveau ministre des Finances, anciennement ministre des Transports, est un fin connaisseur des rouages de l'économie éthiopienne. En termes de leadership, le ministre ds Finances de l'Ethiopie ainsi que la plupart de seshomologues figurant dans ce classement sont notés 5. Le seul pays à avoir obtenu une note de 8 /10 est le Bénin. Alors que la norme est partout au recours des eurobonds à des conditions souvent élevées (un taux de 6 à 7% en moyenne), Romuald Wadagni du Bénin a innové et repoussé les limites du possible grâce à l'ingénierie financière. En utilisant les fonds IDA de la Banque Mondiale en garantie, il a pu mobiliser 260 millions d'euros sur le

loin du plafond communautaire de 70% mais surtout en termes de charges de la dette rapportées au budget. Le Ghana a ainsi ramené sa dette de 73,1% en 2016 à 57,2% du PIB. L'ancienne Gold Coast qui a failli sombrer avec des intérêts de la dette qui absorbaient jusqu'à 45% des recettes fiscales et 6% du PIB de 2016, est revenu dans la rationalité économique, soutenu par un programme d'un milliard d'euros du FMI. L'objectif du ministre des Finances est de poursuivre les réformes pour consolider les équilibres macroéconomiques et faire en sorte que le Ghana n'ait plus besoin du soutien du FMI à l'avenir. La question de la dette, donnée essentielle sur la trajectoire de l'émergence, est inévitable. La démarche originale du ministre

et 7,6% en 2019 ne sera pas de trop dans la recherche de cet objectif qui passe aussi par ramener le déficit budgétaire (3,7% en 2018) sous la barre des 3%. Par ailleurs, la question de l'endettement renvoie, tant pour le Ghana que pour les autres membres du top 5, à la mise en place de mécanismes incitatifs et efficaces pour la mobilisation des ressources domestiques. Les réserves des compagnies d'assurances, des caisses de prévoyance et retraite ainsi que les avoirs des caisses de dépôts et de consignation pourraient jouer un rôle efficace dans l'animation du marché financier. Titulaire d'un Bachelor of Arts in Economics de la Columbia University et d'un MBA de Yale, le ministre Ken Ofori -Attah du Ghana , un ancien banquier, est attendu

# De Dakar à Ouagadougou, la mort de la Françafrique ?



**Par Christine Holzbauer**

Le 28 novembre 2017, Emmanuel Macron prononçait à Ouagadougou son discours annonçant une rupture définitive avec la Françafrique, telle qu'incarnée par Nicolas Sarkozy dans son non moins fameux discours de Dakar. L'étape burkinabée avait enflammé la toile : un président français jeune de surcroît qui, sur le sol africain, s'exprime dans un amphithéâtre devant 800 étudiants avant de répondre à leurs questions. Du jamais vu... Dix ans plus tôt, Nicolas Sarkozy s'était lui aussi adressé à la jeunesse africaine depuis l'université de Dakar, mais il était resté seul face à un aéropage d'universitaires et de personnalités triées sur le volet, sans aucune question posée.

Un an après, où en est-on de cette nouvelle ère entre la France et l'Afrique promise par le chef de l'Etat ? C'est pour répondre à cette question que

le Conseil présidentiel pour l'Afrique (CPA) a réuni le 30 novembre à Paris, dans les locaux de l'Agence française de développement (AFD), une centaine d'étudiants français et africains ainsi que des experts et des personnalités de la diaspora. « Nous ne sommes pas là pour défendre le bilan du Président Macron, mais pour faire avancer la relation entre la France et les pays d'Afrique. Face aux défis actuels de la mondialisation, c'est ensemble que nous concrétiserons ce désir de changement », a clamé son coordinateur, le diplomate béninois Jules-Armand Aniambossou.

## Vision convergente

Moqué dans la presse comme « coquille vide » ou bien jugé trop proche du pouvoir, le CPA, dont la création a été annoncée le 29 août dernier sur les marches de l'Elysée, compte actuellement neuf membres, tous bénévoles. Hormis Jules-Armand Aniambossou, camarade de promotion d'Emmanuel Macron à l'ENA, très peu connaissait personnellement le président français avant d'y entrer. « C'était même un critère pour être approché », selon Karim Sy, le fondateur de Jokkolabs. Depuis, comme l'a expliqué Liz Gomis, journaliste et réalisatrice française d'origine bissau guinéenne, qui a longtemps hésité avant d'accepter, les

rencontres se sont multipliées puisque des membres du CPA participent à chacun des déplacements présidentiels en Afrique ou s'y rendent en mission « pour prendre le pouls du terrain et faire remonter des propositions d'initiatives » ; et travaillent, tous, à l'élaboration des discours présidentiels en rapport avec le continent, comme celui de Ouagadougou. « Cet accès direct au chef de l'Etat nous permet de lui dire un certain nombre de vérités sans filtre et, parfois, c'est chaud », a révélé la Kenyane Yvonne Mburu, le « docteur » anglophone du groupe en immunologie.

Certes, le « trait d'union » avec les sociétés civiles africaines que représente cet objet politique non identifié dans la sphère diplomatique française qu'est le CPA peut se targuer d'avoir contribué à faire avancer de vieilles revendications comme la restitution d'œuvres africaines à leur pays d'origine ou le lancement d'une saison des cultures africaines en France en 2020 afin d'inscrire l'Afrique dans l'imaginaire des Français ». Mais, dans la salle, les questions des jeunes concernaient surtout les sujets qui fâchent : les difficultés pour les Africains d'obtenir un visa pour venir en France, quand bien même il s'agit de sportifs ou de scientifiques ; la décision brutale d'augmenter les frais d'inscription pour les étudiants étrangers, sans

mesures d'accompagnement et malgré les efforts pour favoriser les co-diplômes en Afrique délivrés par des grandes écoles françaises ; ou bien, encore, l'avenir du partenariat entre Paris et les pays africains, notamment francophones « parmi les plus en retard sur le continent », s'est interrogé un jeune Tchadien.

## Principe de réalité

Les organisateurs avaient annoncé qu'ils souhaitaient des échanges « francs et directs ». Ils ont été servis. Commentant les propositions présentées par le député LREM des Côtes d'Armor, Hervé Berville, auteur d'un rapport sur la modernisation de la politique de partenariats et de solidarité « Un monde commun, un avenir pour chacun », remis à Matignon en août 2018, Didier Acouetey, PDG du Groupe AfricSearch, a ramené le débat dans la sphère politique. « Pourquoi ce silence assourdissant de l'Elysée face au désespoir des populations africaines quand la gouvernance politique est bafouée ? », a-t-il demandé sans détour. Pour lui, il ne peut pas y avoir de refondation des relations entre la France et les pays d'Afrique tant qu'il n'y aura pas de relations véritablement équitables. C'est vrai, selon lui, pour le soutien à des régimes autocratiques, « fût-il tacite », comme pour la fuite des cerveaux africains ou de la diaspora, le soutien à l'implantation de grands groupes français sur le continent « qui ne favorisent pas l'émergence d'un secteur privé africain » ou bien l'immense défi d'éduquer 150 millions de jeunes Africains qui arrivent chaque année sur le marché avec un taux de déperdition entre 80 et 90% de scolarisation.

Outil de concertation et d'aide à la décision directement rattaché au président, le CPA a pour mission de « donner un nouveau visage à la relation entre l'Afrique et la France. Accordez nous le bénéfice du doute, car nous nous y employons chaque jour ! », a martelé en conclusion son coordinateur. Aujourd'hui principale cible de l'offensive macronienne en Afrique pour reconquérir des parts de marché, les jeunes africains représentent, certes, les consommateurs de demain. Mais le président français reste, sur ce plan, dans la lignée de ses prédécesseurs. Le « tout sécuritaire » dont la France veut s'affranchir comme l'obsession de l'immigration des jeunes Africains vers l'Europe font de Macron un président profondément européen, en attendant d'être africain !



Le 28 novembre 2017, Emmanuel Macron s'exprimait devant 800 étudiants burkinabé

# Le crowdfunding solution au financement des PME en Afrique

Quelques 200 participants, venus d'Afrique et d'Europe, regroupant des experts, juristes, autorités de régulation des marchés, banquiers, financiers, entrepreneurs, chefs d'entreprises ...., ont participé, jeudi 15 novembre à Dakar, à la rencontre sur les pratiques, enjeux et défis du crowdfunding et de la finance participative (FP) en Afrique. Ce forum organisé par l'association Financement Participatif Afrique & Méditerranée (FPAM) de concert avec Jokkolabs, l'Agence Française de Développement (AFD) et l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF), avait pour thème principal : «l'innovation financière au service du développement».

Le forum a abordé les enjeux et défis du crowdfunding en Afrique. Il s'agit, selon les différents intervenants, de solutions de financement innovantes, notamment pour les PME et startups.

Lors de la première journée, les parties prenantes ont discuté des enjeux et opportunités de la Finance participative. L'accent a été mis sur le cadre réglementaire

juridique (législation), sur le mode alternatif aux financements classiques bancaires et son expansion en Afrique. Évoquant la législation du crowdfunding en Afrique, Thameur Hemdane, fondateur d'Afrikwity & Cofundy et co-président du réseau FPAM, par ailleurs modérateur du panel, a indiqué qu'elle est nécessaire pour une bonne évolution de la finance participative. Pour les panélistes, l'Afrique en plein «boom digital» pourra jouir pleinement de la finance participative dans un contexte d'ère numérique. Selon les statistiques avancées, la digitalisation en Afrique et au Moyen-Orient permettra d'inclure 400 millions de personnes dans le système financier d'ici 2025. Ce qui engendrera 758 milliards de dollars de nouveaux dépôts et 448 milliards de dollars de nouveaux crédits octroyés pour les PME et les individus. Cet élan aura pour effet de réduire les dépenses publiques et l'évasion fiscale de 20 milliards de dollars par an. Revenant sur le Mobile Money, les startups et les fine Tech, Jean Louis Traoré, président du cabinet Urgence Consulting, a expliqué que



ces innovations permettront de lever plus de fonds en Afrique. Les dernières estimations montrent que les volumes mobilisés (don, prêt et investissements) dans le monde pourraient avoisiner 1000 milliards de dollars, soit environ 7,5 fois les fonds alloués

à l'aide publique au développement. L'Afrique qui est en quête perpétuelle de financements et de solutions innovantes devra saisir cette nouvelle opportunité.

**Ibrahima jr Dia**

## Les 3 principales recommandations...

Le forum du crowdfunding à Dakar a fait carton plein à l'initiative du FPAM.

Cette deuxième édition du forum FPAM a permis aux parties prenantes, porteurs de projets, bailleurs de fonds, partenaires techniques et financiers de dégager 3 recommandations clés.

Il s'agit de trouver une alternative de financements aux PME Africaines, qui éprouvent un besoin de financement de 331 milliards de dollars, selon Thameur Hemdane, fondateur d'Afrikwity & Cofundy et co-président du réseau FPAM.

Les acteurs sont convaincus d'accélérer le processus de mise en œuvre de la réglementation juridique dans les différents pays concernés.

Et, enfin, ils ont décidé de faire un Link entre le mobile banking et les plateformes de crowdfunding pour pallier certaines contraintes (absence d'internet, vide juridique ...).

Pour Thameur Hemdane, l'Afrique a un défi majeur à relever face aux limites du financement bancaire classique.

S'appuyant sur des statistiques, le patron d'Afrikwity a révélé que parmi les 44 millions de PME africaines que comptent le secteur formel, 70% manquent de financement à long terme et 80 % n'ont pas accès au crédit bancaire. Ce qui a pour effet de réduire considérablement la contribution des PME sur le PIB des pays africains (33%) et la création d'emplois (45%).

Selon le financier français, l'Afrique peut bel et bien tirer profit de ce nouveau mode de financement qui évolue de manière exponentielle dans le monde avec un flux de 130 milliards d'ici 2025. L'Afrique dispose d'une grande marge de manœuvre pour profiter des ressources de la finance participative dont-elle peut tirer 2% des

revenus d'ici 2025 (2,5 Mds de dollars sur un total de 130 milliards de dollars), selon une étude de la banque mondiale. Pour cela, le continent doit se donner les moyens de développer le financement participatif à travers un cadre réglementaire juridique favorable. Ceci dans le but de sécuriser et d'attirer davantage les investisseurs sur ce nouveau mode de financement en vogue.

En attendant, le premier obstacle reste le vide juridique de la finance participative dans beaucoup de pays africains, cela même si l'activité prospère. Sur la période 2015/2018, plusieurs plateformes ont vu le jour sans pour autant se doter de cadres réglementaires. On peut citer des pays comme le Kenya, le Rwanda, l'Ouganda, la Tanzanie et l'Afrique du Sud. Pour faire face à cette situation, le Maroc et la Tunisie ont dernièrement adopté des projets de loi relatifs au renforcement de la finance participative.

Des textes qui permettront de mieux définir les règles du jeu entre investisseurs, donateurs, entrepreneurs, gouvernement, banques, autorités de régulation des marchés de capitaux ...

### Link entre le mobile banking et les plateformes de crowdfunding

Dans un contexte où le mobile banking évolue de manière spectaculaire en Afrique, première utilisatrice de paiement mobile au monde (140 millions sont africains sur un nombre total de 277 millions d'utilisateurs), « les pionniers financiers » ont décidé d'exploiter ce créneau. Les acteurs sont dans une logique de trouver des liens de complémentarité entre la mobile banking et les plateformes de crowdfunding. Les innovations financières et technologiques ne viennent pas forcément concurrencer les banques classiques mais apporter leurs pierres à l'édifice.



**Focus**

# Laurent Bossard: « La ville est un laboratoire de l'Afrique de demain »

D'ordinaire, il faut des livres ou des discours pour changer notre regard. Cette fois, c'est un site Internet qui vient révolutionner notre vision de l'Afrique urbaine. Lancé jeudi 22 novembre 2018 dans le cadre du huitième sommet Africités, à Marrakech, Africapolis.org arrive comme un outil majeur pour comprendre la ville africaine de 2018 et anticiper celle de 2050. Réalisé conjointement par le Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest (CSAO) de l'OCDE et l'institut e-Geopolis, cet outil hors normes, qui cartographie au plus près le continent, est d'autant plus essentiel que « la transition urbaine sera en charge de la transition démographique », rappelle Laurent Bossard, le directeur du CSAO, pour qui « cette transition se passera plus ou moins bien selon que les villes et ceux qui les gèrent en auront la capacité ». Depuis les années 1990, Laurent Bossard insiste donc sur la nécessité de mettre en place un véritable outil scientifique pour

avoir une vue claire du présent et anticiper l'avenir. Dans cet entretien accordé à Maryline Baumard du site d'information le Monde Afrique, il analyse la force de cette innovation et les enjeux qu'elle permet d'aborder. « Nous sommes en train de vivre un basculement vers une Afrique majoritairement urbaine. Il y a cinquante ans, 20 % de la population du continent vivait en ville, aujourd'hui c'est près de 50 % et les 60 % seront atteints avant 2050. Non seulement cette croissance est rapide, mais, en plus, on a affaire à une puissance démographique jamais égalée. On parle bien ici de 40 % de 1,2 milliard de personnes... ». D'ici à 2050, la population africaine sera de 2,5 milliards de personnes. Sur les 1,3 milliard supplémentaires, 900 millions vivront en ville. Ce qui signifie que les villes vont absorber 70 % de la croissance démographique. Alors pour accompagner ce défi, il faut doter les politiques d'un tableau de bord qui leur



permette de comprendre ce qui se passe sur leur territoire.

**La ville, c'est déjà l'Afrique de demain, en somme...**

C'est le lieu de toutes les transformations, une sorte de laboratoire de l'Afrique de demain, effectivement. C'est là que va s'opérer la transition démographique. La corrélation entre l'urbanité et la

démographie n'est plus à démontrer. C'est un lieu où on accède plus facilement à l'école et où les idées circulent. Une fillette de 10 ans a beaucoup moins de risques de vivre une grossesse ou un mariage précoce en ville qu'à la campagne. Non seulement elle aura accès à l'éducation, mais en plus elle aura des exemples autour d'elle de femmes qui vivent différemment.

**Climat**

## La lutte contre les changements climatiques évoquée en Ethiopie

Le Premier ministre marocain en poste depuis le 5 avril 2017, Saad Eddine El Otmani, s'est entretenu, à Addis-Abeba en marge du 11ème sommet extraordinaire de l'Union africaine, avec la vice-secrétaire générale des Nations Unies, Amina J. Mohammed, des initiatives visant la lutte contre les changements climatiques et les efforts entrepris pour le traitement de la question migratoire, a rapporté mapecology.ma. Lors cette entrevue, qui s'est déroulée en présence du ministre délégué chargé de la coopération africaine Mohcine Jazouli, le Chef du gouvernement a évoqué avec la responsable onusienne la coopération entre le Maroc et l'Organisation des Nations Unies concernant ces deux questions, tout en réitérant l'adhésion totale du Maroc, sous la conduite de SM le Roi Mohammed VI, aux efforts de la communauté internationale pour lutter contre les changements climatiques.



## Le Maroc, pays hôte du 8ème sommet Africités

Le Sommet Africités, qui vient de s'achever au Maroc (20-24 novembre 2018) est un espace d'échanges où les élus locaux et experts cherchent les voies d'un futur durable en Afrique. En 2040, l'Afrique comptera un milliard d'urbains, 2 fois plus qu'aujourd'hui. A ce rythme, les services de base (eaux usées, déchets, transports, logements) vont impliquer un énorme effort d'investissement. Cette année, les panélistes se sont penchés sur le dysfonctionnement entachant la gestion de la chose locale en Afrique et l'inquiétude « croissante » liée au manque de transparence au niveau des collectivités territoriales. La plupart des capitales africaines ont vu leur population se multiplier par cinq ou six en 60 ans. Dans l'histoire de l'humanité, c'est sans précédent.

**Agriculture**

## La FAO prône l'innovation agricole pour répondre aux futures demandes alimentaires

Le Directeur général de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a profité du lancement du Symposium international sur l'innovation agricole pour les agriculteurs à Rome en Italie le 21 novembre 2018 pour préciser qu'il est indispensable de pouvoir réaliser des progrès rapides en matière d'innovation agricole capables de lutter contre le changement climatique et de soutenir les agriculteurs familiaux si l'on veut atteindre les Objectifs de développement durable (ODD). « Nous cherchons à développer des solutions durables qui peuvent être facilement répliquées entre les pays et les régions, tout en étant peu coûteuses. Nous devons mieux comprendre les processus d'innovation et les facteurs qui conduisent à l'innovation. Nous devons aussi chercher des solutions concrètes, identifier des interventions prioritaires et développer des stratégies qui permettront ensuite de multiplier ces réussites », a-t-il ajouté.



## Le FIDA appuie le Burkina Faso afin de booster sa productivité agricole

Si l'on fie aux résultats d'une évaluation indépendante présentés le 23 novembre 2018 à Ouagadougou, le Fonds international de développement agricole (FIDA) qui a financé les projets de développement a largement contribué à la hausse de la productivité agricole et la sécurité alimentaire au Burkina Faso. Menée par le Bureau indépendant d'évaluation (IOE) du FIDA, l'évaluation a porté sur les résultats et la performance du programme financé par le Fonds dans le pays; IOE y a formulé des recommandations concernant le partenariat entre le FIDA et le Burkina Faso, qui coopèrent pour réduire la pauvreté rurale. La stratégie de pays portait sur la nutrition de la population rurale, la résilience des ménages ruraux face à l'insécurité alimentaire et les difficultés économiques auxquels ceux-ci se heurtaient.

**Moctar FICOU / VivAfrik**

## Langue de barbarie (Sénégal) : une menace de disparition injuste

Mes pensées citoyennes orientent ma plume ce jour vers la langue de Barbarie. La même question me titille la tête; ont-ils envie d'assister à la disparition de cette belle partie de la région de Saint Louis ?

Avant de m'exprimer une nouvelle fois, je suis pas partie « recréer » dans le fond de la presse en quête d'actions posées par l'Etat. Eh bien quel fut mon étonnement devant cet article d'une maison de presse daté du mois d'août 2017 et dont je cite une partie :

« La mer est de plus en plus forte. Elle avance chaque semaine, chaque jour, chaque minute », s'indigne Ama Teuwe, habitant de Ndar-Toute, village situé dans la langue de Barbarie à Saint-Louis. 210 familles sont sinistrées après une nouvelle montée des eaux. 73 ont été reléguées à l'école Dodds du quartier de Ndar-Toute. **Par Yaye Fatou Sarr (Contribution)**

## Climat : plus de 405 parties par million de molécules d'air franchies en 2017

C'est une information qui fait mal dans le dos. En effet, selon l'Organisation météorologique mondiale (OMM), dans son dernier rapport, le seuil de 405 parties par million de molécules d'air (ppm) a été franchi en 2017. L'année 2017 marque ainsi tristement un nouveau record pour la teneur en CO2 présent dans l'atmosphère. A ce rythme, maintenir le réchauffement de la planète à moins de 1,5°C en 2100 paraît de plus en plus impossible. Entre trois et cinq millions d'années nous séparent de la dernière fois où la Terre a connu une telle concentration de dioxyde de carbone. La température était alors 2° à 3°C plus élevée et le niveau de la mer supérieur de 10 à 20 mètres.



### Plateforme Panafricaine sur le Développement Durable et l'Environnement

Production et Diffusion d'actualités  
Interviews, Reportages, Dossiers  
Publireportages & Publicités

Conseil :  
Stratégie de développement durable  
Rédaction de rapport RSE  
Formation

Notre Equipe :  
Fondateur / Directeur de Publication:  
Mahamadou BALDE  
Rédacteur en Chef : Bacary SEYDI  
Journalistes : Ismaïla MANSALY,  
Moctar FICOU, Ndéye Fatou  
NDIAYE, Saër SY  
Experte QHSE : Marie DIOUF

Coordinateur du Supplément :  
Chérif BALDE  
Stagiaire : Mohamed El Amine  
DIOP  
Adresse: 308 Zone de  
Captage -Grand Yoff,  
Dakar - Sénégal  
Téléphone: +221 774 123 118 ou  
+221 704 699 569  
Mail: vivafrikcom@gmail.com  
site web: www.vivafrik.com

## Agriculture

## Réforme agraire : le parlement sud-africain autorise la modification de la Constitution

C'est désormais officiel. Les députés de l'ANC et ceux du parti de gauche radicale EFF ont donné leur feu vert à une modification de la Constitution sud-africaine qui permettra l'expropriation sans compensation des terres agricoles au bénéfice de la population noire, le 15 novembre 2018. Une autorisation qui provoque des mises en garde des différents acteurs économiques dans le pays. Le projet « d'expropriation sans compensation » porté par le gouvernement sud-africain n'est-il pas dangereux pour l'économie nationale ? C'est la question qui tourne en boucle depuis que le Parlement a donné son feu vert à un futur amendement de la Constitution. Pour le Congrès national africain, cette réforme va « rassurer les investisseurs » en définissant une orientation politique « claire et sans équivoque ». Pas question de se précipiter pour autant : la majorité estime que cet amendement ne pourra pas être adopté avant les élections de 2019, faute de temps.



## Le sommet Turquie – Afrique consacré à l'agriculture et à l'énergie

Istanbul, la grande ville turque située à cheval entre l'Europe et l'Asie, a abrité du 22 au 23 novembre 2018, le sommet Turquie – Afrique sur l'agriculture et l'énergie. Cette rencontre avait pour thème : « Priorités énergétiques et agricoles dans une Afrique en croissance : quel modèle de PPP ? Le sommet, placé sous le patronage du président de la République de Turquie, Recep Tayyip Erdogan, était axé sur l'énergie et l'agriculture en Afrique, le financement des grands projets et leurs équipements en technologies adéquates. Des synergies turco-africaines, entre décideurs publics et privés, sont attendus. de cette rencontre. La Turquie est devenue l'un des premiers partenaires du continent dans le domaine des infrastructures et des BTP.

## Energies Renouvelables

## Mali : Kénié Énergie Renouvelable pourrait modifier son capital et son nom

La filiale Kenié Energie Renouvelable du groupe industriel panafricain Eranove et Envol Afrique en charge du développement de la centrale hydroélectrique de Kénié (42 MW), situé à 35 KM de Bamako, pourrait modifier son nom, ainsi que la composition de son capital suite à un avenant que le gouvernement malien vient d'accorder à la société. Le contrat en question, signé le 18 juin 2015, entre le gouvernement malien et le spécialiste de l'électricité et de l'eau en Afrique de l'ouest à travers sa filiale Kenié Énergie Renouvelable, a pour objet le financement, la construction et l'exploitation, pour 30 ans, du barrage hydroélectrique de Kénié. Le projet de décret portant approbation de l'avenant N° 1 au contrat de concession pour la réalisation en BOT (Build Operate and Transfert) de cette centrale, a ainsi été adopté par le conseil ministériel malien, réuni en session ordinaire, le 15 novembre 2018 à Bamako.



## Pétrole : l'Afrique assiste au redémarrage des forages

L'activité pétrolière en Afrique a été relancée ces dernières années en raison de la hausse des prix du brut qui provoque le mécontentement des automobilistes. Les forages redémarrent ainsi dans le continent noir et les grandes compagnies s'intéressent à nouveau à l'Afrique et les découvertes sont au rendez-vous, comme on vient de le voir au Niger. Pour l'animatrice de la chronique des matières premières de RFI, Claire Fages, l'industrie pétrolière et gazière repart en Afrique. Après un déclin continu de l'activité de 2014 à 2017 – les années de chute des prix du baril, 2018 voit se multiplier les forages. C'est la plus forte augmentation depuis trois ans : 30 nouveaux puits en Afrique contre 17 l'an dernier. On est encore loin des 100 puits par an en moyenne entre 2011 et 2014, mais le redémarrage est très net. Environ 7 milliards de dollars ont été dépensés en exploration sur le continent, contre moins de 5 milliards l'an passé. Avec à l'arrivée 30 % de volumes d'hydrocarbures supplémentaires découverts. Vendredi 16 novembre 2018 le Niger a confirmé le potentiel de son gisement de Kafra, à la frontière algérienne.



## L'algérien Sonatrach découvre un nouveau bassin pétrolier au Niger

Le géant pétrolier algérien Sonatrach basé à Alger a découvert un nouveau bassin pétrolier au Niger. Une information confirmée par Niamey jeudi 15 novembre 2018 précisant que le nouveau bassin pétrolier se situe à Kafra, au nord du pays sahélien, d'après le communiqué du conseil des ministres lu à la télévision publique. L'exploitation pourrait démarrer avant la fin de l'année, ce qui permettrait de quintupler la production du Niger, jusqu'à présent très modeste. « Le forage réalisé (ndlr par Sonatrach) sur le bloc Kafra entre décembre 2017 et février 2018 a permis de confirmer l'existence d'un nouveau bassin pétrolier à la frontière Niger-Algérie », indique le communiqué. « Le conseil des ministres a ainsi « approuvé » un avenant au Contrat de partage de production (Cpp) signé en août 2015, qui permettra notamment une « estimation des réserves » et « de déterminer les quantités additionnelles à découvrir » pour « la mise en production des gisements de cette nouvelle zone », explique le texte du communiqué.



## Gestion Forestière

## Un projet de surveillance de la forêt équatoriale lancé en Afrique Centrale

Le projet de surveillance de la forêt équatoriale, suivi et évaluation (Sefac) a été lancé vendredi 9 novembre 2018 à l'auditorium du ministère des Eaux et Forêts à Libreville au Gabon par les institutions partenaires du Consortium Ageos (Gabon), Obpe (Burundi), université de Moundou (Tchad), Incoma (Guinée Équatoriale), Comifac (Cameroun) en présence de Ghislain Moussavou, expert de l'Agence gabonaise d'Etudes et d'observation spatiale et de Vincent Medjibe de la Comifac.

Selon nos sources, ce projet qui rentre dans le cadre du programme GMES & Africa ou Programme de surveillance mondial pour l'environnement et de sécurité en Afrique et dans les États ACP et financé par l'Union africaine.

Le programme GMES & Africa a pour but le renforcement des capacités et le développement des infrastructures qui permettront aux utilisateurs africains de faire une exploitation intensive et cohérente des données, technologies et services d'observation de la Terre (depuis l'espace et in situ), contribuant à l'élaboration de politiques environnementales qui soient favorables au développement durable en Afrique et dans les États ACP.

## Congo-Brazzaville : 1 300 plants enfouis pour sauver la forêt de la Patte-d'oie

Situé dans la réserve forestière de la Patte d'Oie classée par arrêté n° 3037 du 13 août 1938, du Gouverneur des Colonies, il couvrait une superficie de 240 hectares, réduites aujourd'hui à moins de 100 hectares environ. Les objectifs actuels sont la sauvegarde et la valorisation des reliques des massifs forestiers de la Patte d'Oie, la création d'un jardin Botanique, et la transformation du Parc Zoologique en Jardin Zoologique avec un Parc animalier en semi-liberté. Ainsi, environ mille trois cents plants de quatre espèces d'arbres ont été enfouis, le 12 novembre 2018 à Brazzaville, dans la principale zone de la forêt artificielle détruite ces derniers temps. La forêt de la Patte-d'oie est l'un des deux sites de reboisement retenus cette année dans le cadre des opérations de plantation marquant la Journée nationale de l'arbre. L'opération de ce second site a été conduite par la directrice départementale de l'Economie forestière, Huguette Flore Ngokabe.

## 200 millions \$ de Trident dans une usine de production de papier copieur en Ethiopie ?



Le directeur général du groupe industriel indien Trident Group Limited, Navel Jindal, a révélé que sa société ambitionne investir entre 100 et 200 millions \$ pour la construction d'une usine de production de papier copieur en Ethiopie. D'après M. Jindal le papier qui sera produit dans cette usine sera respectueux de l'environnement. « La société produit du papier respectueux de l'environnement à partir de résidus agricoles, gère les ressources non utilisées et les récoltes pluviales afin de passer à la fabrication écologique pour un environnement propre », a déclaré Navel Jindal. Ajoutant que « ce papier copieur et à lettres, respectueux de l'environnement, permet d'économiser plus de 1,5 million d'arbres par an, utilisés pour la fabrication du papier ».

# GROUPE CORIS



Une équipe d'experts au service  
du développement des économies africaines



Benin



Burkina Faso



Côte d'Ivoire



Mali



Sénégal



Togo

[www.coris-holding.com](http://www.coris-holding.com)

